GENEVE

Année XXVII. N° 770 — 18 Mai 1929

LE REVEIL ANARCHISTE

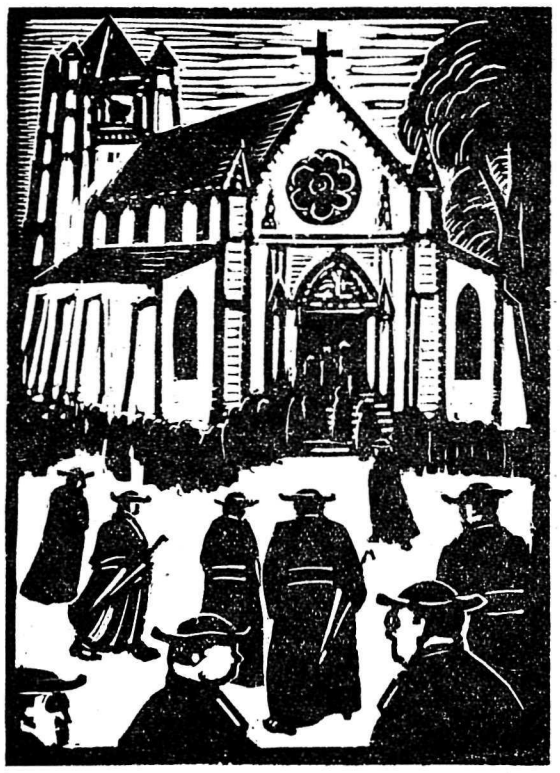
PARAIT TOUS LES QUINZE JOURS
Adresser lettres et mandats :
Le Réveil, r. des Savoises, 6, Genève Suisse.

Il n'est pas de sauveur suprême,
Ni Dieu, ni César, ni tribun,
Producteurs, sauvons-nous nous-mêmes...

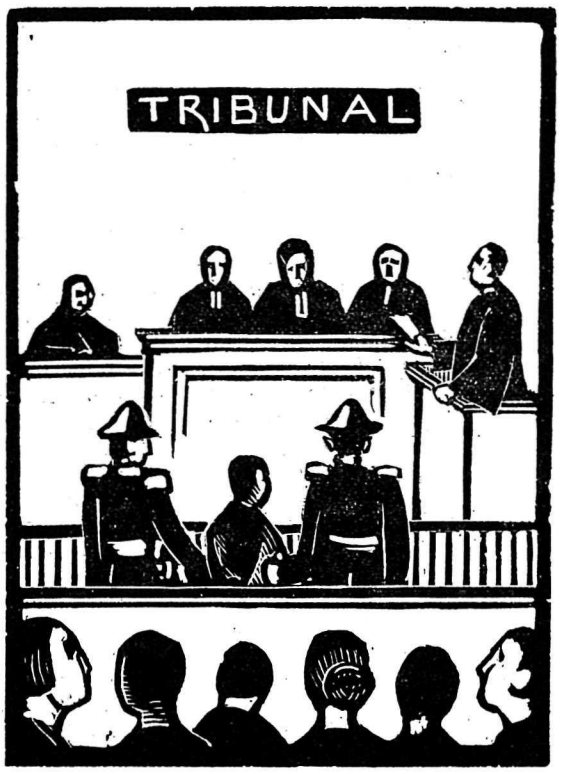
SUISSE et UNION POSTALE
Abonnement : 1 année, fr. 5; 6 mois, fr. 2.50
Le numéro : 10 centimes

Immeubles à désinfecter et désaffecter et locataires à déloger

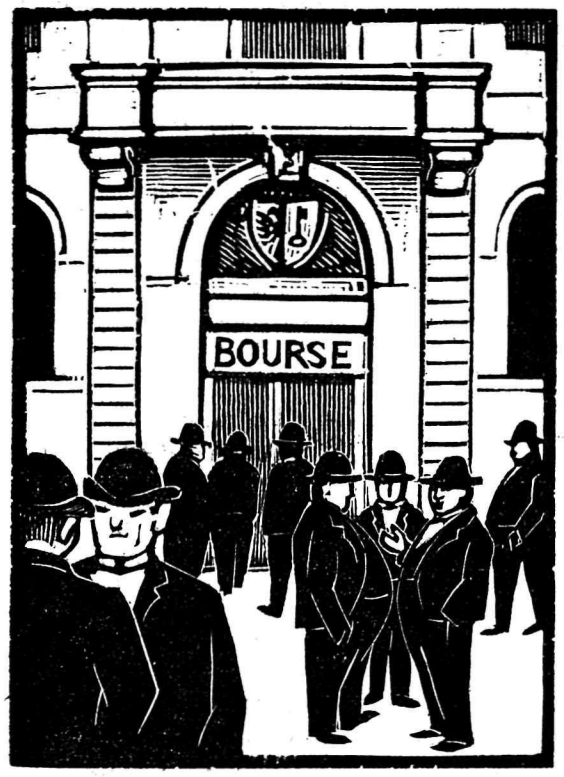
La Caserne et ses commandants.



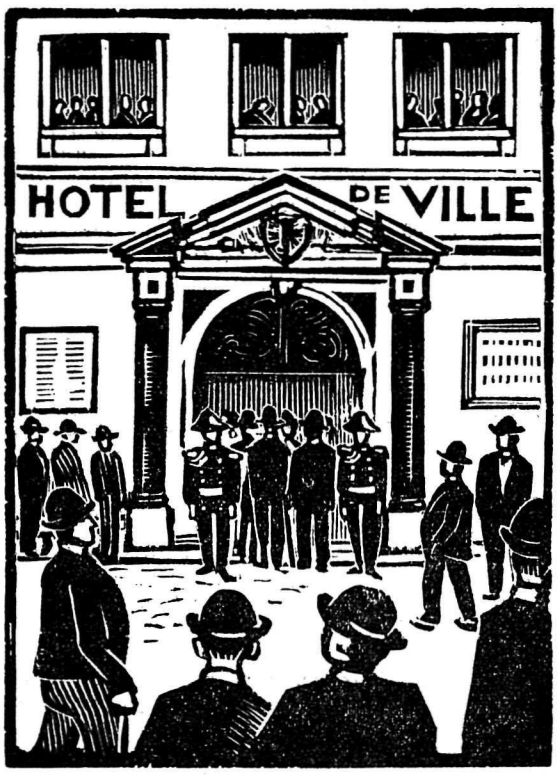
L'Eglise et ses officiants



Le Tribunal et ses desservants



La Bourse et ses dévorants



L'Hôtel de Ville et ses gouvernants

Ces déguerpissements opérés, chacun pourra ainsi bien se loger

L'affiche des métèques

Une affiche bourgeoise représente une maison dont on voit aux fenêtres des personnes de toute nationalité. La légende dit : Au rendez-vous des fainéants ! A bas les métèques !

Qu'en pensent nos hôteliers et qu'en pensent nos hôtes de la Société des Nations ? Car tout hôtel et le Palais de la S. d. N. correspondent parfaitement au dessin en question. Et pour les métèques des hôtels et de la S. d. N., la ville a été particulièrement embellie et les citoyens genevois se sont vu privés même de leurs droits constitutionnels.

Morale : dans la société capitaliste, ayez le portefeuille bien garni et vous serez bien que fainéant, désirable ; soyez pauvre et bien que travailleur, vous devenez indésirable.

C'est une raison de plus pour vouloir sortir coûte que coûte de notre pauvreté. Nous ne pouvons conquérir autrement notre droit à la vie et à la considération. Une chose est certaine : de nombreux millions ont déjà été consentis pour loger et amuser les métèques de marque ; mais ces millions sont refusés pour bien loger les travailleurs contribuables genevois.

Pour les locataires

Une loi sur les logements.

Le Parti socialiste a eu le mérite de poser le problème du logement, avec une certaine insistance, vigueur et ampleur, bien que la solution légale envisagée par lui serait loin d'avoir les conséquences qu'il en attend et surtout de nous donner un véritable droit au logement.

Chercher à passionner la masse aux nécessités primordiales de l'existence est fort bien ; mais même dans la louable intention de commencer à faire quelque chose, il faut toujours se garder d'exagérer l'importance de ce qui peut s'obtenir, le capitalisme demeurant notre maître à tous. Et surtout se rappeler que la loi peut bien venir consacrer un progrès déjà conquis de haute lutte ; mais elle ne saurait nous valoir sans autre des avantages considérables. Bien plus, même ce qui a pu être légalement obtenu, il faut encore savoir le garder par une résistance de chaque jour, à preuve toutes nos libertés constitutionnelles et la journée de huit heures dont nous connaissons les violations systématiques.

Un pouvoir a mille moyens de saboter ou même de ne pas appliquer une loi et n'oublions pas enfin que, malgré toutes nos luttes et les lois dites sociales, le prélèvement opéré par le capitalisme sur le travail n'a fait que s'accroître, car il se trouve toujours à même de se refaire largement des maigres concessions qui ont pu lui être arrachées.

Suppression des taudis.

Il y a à Genève, comme dans toutes les autres villes du monde, des taudis. Des centaines de ménages sont forcés d'y rester, dans une atmosphère empuantée, dévorés par la vermine, mal abrités des intempéries, forcés à une promiscuité bestiale. Les choses se passaient ainsi depuis des dizaines d'années sans que personne eût l'air de s'en émouvoir outre mesure, ce que nous pouvions en dire dans nos publications étant considéré comme de ridicules déclamations. Mais enfin les autorités bourgeoises elles-mêmes se voient forcées à faire ordonner une enquête, très incomplète, d'ailleurs, d'après la déclaration même des enquêteurs. Ceux-ci n'en concluent pas moins à l'urgence de faire évacuer un millier environ de ménages, menacés ou déjà atteints par la tuberculose et autres maladies, sans être pour la plupart en mesure de payer un loyer plus élevé.

Cette urgence reconnue, les habitants des taudis n'en continuent pas moins à y rester. Vous vous rappelez en temps de guerre, avec quelle facilité et rapidité les gouvernants de tous les pays trouvaient les millions et les milliards pour le massacre et la destruction. Mais pour arracher les malheureux à la maladie et à la mort, les difficultés sont innombrables et presque insurmontables, tout au moins pour le moment. Plus tard, on verra, on cherchera, on fera; en attendant, les déshérités peuvent continuer à souffrir, à s'étioler, à s'éteindre.

Aider à la guerre rapporte gros ; aider à la misère ne rapporte pas assez et peut même compromettre des revenus bien assurés.

La veuve et l'orphelin.

Pour comble, ceux qui nous font une telle situation posent en défenseurs de la veuve, de l'orphelin, de la famille, de la morale, de l'épargne et d'une foule d'autres choses encore. Inconscients ou canailles !

Leur rapacité criminelle fait des veuves et des orphelins par milliers. La mortalité de beaucoup plus élevée dans les quartiers misérables que dans les quartiers aisés en est la preuve. Mais voyez-vous ces propriétaires, ces régisseurs, toujours prêts à faire évacuer la veuve et l'orphelin dans l'impossibilité de payer leur loyer aussi régulièrement qu'auparavant, le soutien de la famille ayant disparu très probablement à la suite d'un labeur supérieur à ses forces, les voyez-vous, dis-je, se donnant encore l'air de protecteurs ?

D'ailleurs, pour la famille groupée dans un taudis, rien à souhaiter de mieux que de la voir se diviser, chacun de ses membres trouvant à vivre dans une situation plus humaine. Sans vouloir discuter ici sur l'institution légale même de la famille, ces messieurs se sont-ils jamais aperçus que des milliers d'ouvriers saisonniers doivent vivre les trois quarts de l'année loin de leur famille et que des parents pauvres n'ont d'autre ressource que d'être loin de leurs enfants toute la journée pour pouvoir les nourrir, et à les éloigner d'eux dès qu'ils sont à même de gagner quelques sous à n'importe quelle besogne ?

Fisc et fiscalité.

Chose étrange. Messieurs les conservateurs les plus enragés posent en ennemis du fisc. Ils ont même institué une Ligue des contribuables, avec bureau permanent, pour toutes réclamations éventuelles contre le fisc et les administrations publiques en général, celles privées devant demeurer libres de se permettre tous les abus.

Ennemis de ce cher fisc qui permet de maintenir armée, police, gendarmerie, douanes, tribunaux, prisons, etc., tout un système multiforme et compliqué de fonctionnement et de défense de la tyrannie et de l'exploitation capitalistes !

Allons donc, ce fisc est vraiment précieux pour ces Messieurs de la Ligue des contribuables en tant qu'il ne fait que cela. Mais tout pouvoir, à côté de ses fonctions de compression et de répression, est forcé — ne fût-ce que pour jeter de la poudre aux yeux aux naïfs — de remplir quelques fonctions qui tout en profitant bien davantage aux privilégiés qu'aux déshérités, servent en somme aussi à ces derniers. Le fisc ne devient odieux qu'en tant qu'il s'avise de rendre à la masse exploitée une très faible partie de ce qu'il lui a pris.

Imaginez qu'un travailleur se présente à la dite Ligue pour se plaindre de l'impôt trop lourd qui frappe son salaire ; il lui sera répondu qu'il n'a qu'à payer. Par contre, il sera conseillé à tout rentier, propriétaire ou exploiteur mille moyens de soustraire une partie de ses biens, rentes ou revenus à la taxation. Le capital doit demeurer intangible ; c'est sur les salaires les plus maigres qu'il faut opérer les prélèvements, même et surtout ceux nécessaires à maintenir la masse dans son état d'infériorité.

La question des taudis est en discussion. Ces messieurs de la Ligue des contribuables proposent *courageusement* « la suppression des droits de succession et la suppression de l'inventaire au décès en ligne directe ». Bien malin l'agent du fisc qui trouvera dans un taudis quelque chose à inventorier. Il faut un rare cynisme pour venir faire une telle proposition.

La politique de l'épargne.

Il est vrai qu'il s'est trouvé, ici et là, des déments pour passer toute leur vie dans la misère la plus sordide, afin d'entasser de l'argent. Ces malheureux pratiqueraient la *politique de l'épargne*, conseillée par la hideuse bande de voleurs qui, vis-à-vis du monde du travail, calculent à un centime près ce qu'il faut pour mal se nourrir, se loger et s'habiller et traitent de fauteurs de désordre les salariés osant réclamer la moindre augmentation sur ce minimum. Faites donc de l'épargne avec un salaire de 90 centimes l'heure pour les hommes ramené à 50 pour les femmes, sans compter les maladies et le chômage.

Mais voici ce que les dits voleurs osent écrire :

Réagissons ! Notre tâche est d'être les artisans d'une saine politique de l'épargne.

Paysans, industriels, commerçants, employés, ouvriers, doivent épargner, c'est-à-dire créer un patrimoine qu'ils lègueront intact à leurs descendants.

Epargner, c'est devenir un homme libre.

C'est se libérer de la tutelle d'un certain capitalisme.

Supprimer l'impôt successoral en ligne directe, c'est aider à la constitution de ce patrimoine familial, c'est favoriser l'épargne.

Favoriser l'épargne, c'est rendre plus facile la solution du grand problème des assurances sociales, c'est faciliter à chacun l'accession à la propriété, l'achat d'un domaine, la reprise d'un commerce, la construction d'une « maison », d'un chez soi.

Favoriser l'épargne, c'est lutter avec le maximum de succès contre le socialisme et la révolution.

Chacun est, en effet, intéressé à défendre son bien, son patrimoine.

On l'a bien vu, en 1924, lors de la célèbre votation concernant le prélèvement sur la fortune. Presque unanime, le peuple suisse s'est dressé pour repousser le projet collectiviste.

Ce morceau, à titre documentaire, valait vraiment la peine d'être reproduit.

Tout le monde ayant des capitaux en banque, sans distinction de classes ! Admirez le généreux idéal de nos maîtres. Ce sont les mêmes qui prétendent ensuite nous enseigner que la richesse profite en raison même de sa circulation. Mais il est évident que cette circulation se trouvera restreinte, si chacun au lieu de consommer davantage, autant dire de chercher vivre dans une certaine aisance, se met à se serrer la ceinture et ne trouve jamais un cran d'arrêt. Inutil, d'ailleurs, de conseiller aux industriels et commerçants d'épargner ! Ils ne le font que trop, soit en rognant le salaire de leurs ouvriers, soit en majorant leurs prix de vente. N'insistons pas, enfin, sur la mauvaise plaisanterie de mettre élégamment sur un même pied tout le monde, l'habitant du palais comme celui du taudis, au point de vue de cette panacée : l'épargne. Vous qui venez de sortir de trois mois d'hiver rigoureux et de chômage, courez vite à la Caisse d'Epargne avec vos écoonmies !

Argent et liberté.

Arrêtons-nous un instant sur ces deux affirmations combien imprudentes: « Epargner, c'est devenir un homme libre. C'est se libérer de la tutelle d'un certain capitalisme. »

Dans une société comme la société capitaliste, la liberté dépend avant tout d'avoir de l'argent. Il y a longtemps que nous répétons que la pauvreté c'est l'esclavage. Mais le comble c'est de nous inviter à nous « libérer de la tutelle d'un certain capitalisme ». Non pas de tout capitalisme, bien entendu, car alors ce serait la fin du monde. Dommage seulement que ce capitalisme dont nous avons à nous libérer ne soit pas bien défini. A moins de penser que l'auteur des lignes ci-dessus ne soit un clérical fasciste, daubant sur la ploutocratie juive, franc-maçonne ou protestante, tout à l'avantage de l'Eglise romaine, quittes à toutes les ploutocraties de conclure dans les coulisses l'alliance la plus stricte.

Mussolini ayant besoin de contracter de nouveaux emprunts en Amérique ne vient-il pas d'envoyer un riche cadeau pour la nouvelle cathédrale protestante de New-York ? A Rome, sur l'invitation du pape, il a fait suspendre l'érection d'un temple protestant, et dans toute l'Italie le protestantisme est sommé de se borner à l'exercice de son culte dans les églises, toute autre activité lui étant interdite, mais ensuite . . . les affaires sont les affaires, d'où les cadeaux aux réformés d'outre-mer.

Ce principe bien établi que l'indépendance ne peut s'acquérir qu'avec la richesse, nous l'avons trouvé exprimé par un jésuite, le père Lombardi, commentateur de Dante. Comme le poète condamne véhémentement la papauté toujours avide de richesses, notre jésuite d'écrire bien naïvement, surtout pour un jésuite :

Le poète entend, suivant la persuasion où l'on était de son temps, que Constantin le Grand donna Rome au pape Saint Sylvestre, apelé, en conséquence primo ricco padre, *premier riche père. Il suppose que cette* dot, *cette donation, albuma dans le cœur du pape et des ecclésiastiques l'amour des richesses, et engendra beaucoup d'autres dommages. Mais l'expérience prouve que le pauvre s'écarte plus facilement de la vertu que le riche : ce serait pis que les ecclésiastiques fussent pauvres.*

Comprenez-vous ? Pauvreté et vertu ne peuvent aller de pair, et une Eglise pauvre se serait encore plus prostituée aux rois que ne l'a fait l'Eglise aux « dieux d'or et d'argent », maudite par Dante. Retenons pour notre compte qu'à rendre plus vertueux les hommes il faut les rendre plus aisés, et revenons à la prose plus moderne de nos ligueurs.

Crédulité et canaillerie.

Ils parlent rien moins que de « faciliter à chacun l'accession à la propriété, et dans un lyrisme quelque peu grotesque, ils voient déjà chacun propriétaire d'un domaine, d'un commerce, d'une maison, d'un chez soi. Quoi ! plus d'esclaves de la glèbe et de l'usine, plus de locataires à pressurer ! Vraiment nos patrons, propriétaires et régisseurs sont trop bons pour nous ! Mais on frémit en songeant qu'une pareille prose trouve des naïfs pour y croire. Car ce n'est pas sans raison que les ligueurs rappellent la votation de décembre 1924. A ce moment-là, des malheureux condamnés à vivre

dans les taudis allèrent aussi aux urnes croyant que *leur propriété* se trouvait réellement menacée. Ils n'avaient en propre que la misère, la crasse, l'ignorance, la maladie, tous les maux, et craignirent de les perdre ! La crédulité des esclaves est aussi incommensurable que la canaillerie de la presse bourgeoise parvenant à tromper d'incroyable façon l'opinion publique.

Histoire de l'épargne volée.

Mais arrêtons-nous encore un instant à cette question de l'épargne. Rien de plus odieux que de conseiller aux pauvres à la vie déjà étriquée de restreindre encore leurs besoins pour livrer leurs maigres économies aux banques. Chaque jour éclatent de nouveaux scandales financiers ; des malheureux se trouvent volés de leurs économies. Quelle histoire intéressante que celle de toutes les débâcles financières de ces cinquante dernières années où la malheureuse épargne a été engloutie par dizaines de miliards ! Faut-il rappeler tous les Panama grands et petits, tous les emprunts pour le tzarisme, tous les emprunts de guerre, la ruine des changes, etc., etc. ? Quel pillage inouï, colossal, criminel de la richesse publique, opéré sur des sommes fabuleuses, aux chiffres astronomiques ; mais ne vous y trompez pas tout de même : toutes les difficultés ou crises économiques sont dues . . . à la journée de huit heures et à une trop grande augmentation des salaires.

Possible que les victimes de ces voleries immenses, bafouées, insultées, persécutées pour comble ne soient jamais saisies d'un mouvement d'indignation les portant à faire taire à jamais toute la race d'ignobles menteurs, qui, non contents de tous les maux qu'ils nous ont déjà infligés, songent encore au fascisme agrémenté d'inquisition papale?

L'épargne ! Rappelons-nous un exemple entre mille. Les malheureux paysans et ouvriers tessinois, vivant pour la plupart dans des taudis, ignorant tout confort moderne, se contentant d'une très pauvre existence, pour économiser quelques dizaines de mililons, qui furent perdus par la faillite successive des principales banques du canton. Voleurs et complices des voleurs du pauvre monde n'en sont pas moins très respectés encore. Quelques-uns ont bien fait de la prison, mais possèdent encore notoirement des villas et voyagent en Pullmann.

Soulignez la conclusion de nos exploiteurs que « chacun est intéressé à défendre son bien, son patrimoine ». Or, le bien et le patrimoine des travailleurs n'existent point ou ils se ramènent à fort peu de chose, c'est donc qu'ils en ont été volés, iniquement volés. Si jamais la masse se décide à les revendiquer, elle ne pourra le faire que par la révolution et le socialisme, d'autant plus que nous constatons que chaque fois que la bourgeoisie est mise en présence de la réforme la plus anodine, elle la repousse. Elle nous tient un langage, nous ne savons si plus faux ou plus blessant, plus inconscient ou plus criminel.

Pourquoi les loyers augmentent.

Continuons à vider le sac des mensonges bourgeois. N'a-t-il pas prétendu que la hausse des loyers est due à l'augmentation des salaires de nos camarades du bâtiment ?

Tout d'abord, un tel raisonnement ne s'applique pas aux immeubles bâtis il y a vingt, trente, cinquante ans et dont les réparations sont laissées aujourd'hui à la charge des locataires. En réalité, le prix de la construction a augmenté tout d'abord grâce aux spéculations scandaleuses sur les terrains, ensuite grâce aux gros bénéfices des fabricants de matériaux. La hausse des salaires, d'ailleurs, ne suit toujours que péniblement un renchérissement proportionnellement plus considérable du coût de la vie.

Mais voici, à titre de preuve, ce que nous lisons dans un numéro du *Genevois* du 8 février 1911 que le hasard nous fait tomber sous la main :

Que pense par exemple le Bieler Tagblatt *de cette opération menée par l'administration conservatrice :*

Achat, le 14 janvier 1911, de 2 hectares et demi de terrain, au prix moyen de 2 fr. 80 le mètre, ce terrain faisant partie d'un lot acheté par un particulier, en mai 1910, à 0 fr. 65 en moyenne le mètre? . Opération d'autant plus étrange qu'il apparaît incontestable que le propriétaire du terrain pouvait être renseigné, quant aux projets de la ville, lorsqu'il s'est rendu acquéreur de la parcelle qui fait aujourd'hui l'objet de cette transaction.

Or on pourrait citer des centaines de ces spéculations et d'une envergure autrement considérable. Mais cependant que les spéculateurs empochent des millions de bénéfices, ils se mettent à hurler que les coupables de toute augmentation sont les ouvriers forcés précisément par les vols capitalistes à exiger une augmentation de salaire.

Le *Genevois* dénonçait la chose simplement à titre de polémique de parti, mais ses amis n'ont pas été moins âpres à la curée que les conservateurs. Et le comble de la part de tous ces messieurs, insistons-y, est de chercher à

Les taudis à Genève

renverser les rôles et à rejeter sur les pauvres la faute des maux dont les seuls responsables sont les riches. Aux pauvres tout au plus pourrait-on reprocher leur résignation, leur trop grande patience, mais ce n'est pas évidemment le reproche qu'entendent leur faire les riches, qui deviennent féroces à la moindre manifestation de mauvaise humeur de la part de ceux qu'ils voudraient toujours taillables et corvéables à merci.

Notre premier devoir.

Nous doutons fort que de l'initiative populaire au sujet des logements puisse sortir tous les effets bienfaisants que ses auteurs en attendent ; en cela nous sommes quelque peu de l'avis de leurs adversaires qui, d'ailleurs, se trouvant chargés de son application, s'adonneraient à un sabotage systématique.

Mais ce qui demeure certain pour nous, c'est que tous les grands problèmes sociaux ne sauraient être solutionnés dans le cadre de la société capitaliste, et sans vouloir décourager d'aucun effort, sachant à l'avance que la légalité est sans issue, nous croyons notre premier devoir celui de former une mentalité autre que la mentalité légalitaire, afin qu'une situation révolutionnaire venant à se produire, nous soyons mieux préparés à nous en servir et agir que les peuples ne l'ont été en 1918 et 1919. Cela sous peine de voir le fascisme s'étendre et retarder longtemps encore la marche de la civilisation.

L. B.

Le logement

I

Ceux qui suivent avec attention le mouvement des esprits chez les travailleurs ont dû remarquer qu'insensiblement l'accord s'établit sur une importante question, celle du logement. Il y a un fait certain : dans les grandes villes de France, et dans beaucoup de petites, les travailleurs arrivent peu à peu à la conclusion que les maisons habitées ne sont nullement la propriété de ceux que l'Etat reconnaît comme leurs propriétaires.

C'est une évolution qui s'accomplit dans les esprits, et on ne fera plus croire au peuple que le droit de propriété sur les maisons soit juste.

La maison n'a pas été bâtie par le propriétaire ; elle a été construite, décorée, tapissée par des centaines de travailleurs que la faim a poussés dans les chantiers, que le besoin de vivre a réduits à accepter un salaire rogné.

L'argent dépensé par le prétendu propriétaire n'était pas un produit de son propre travail. Il l'avait accumulé, comme toutes les richesses, en payant aux travailleurs les deux tiers, ou la moitié seulement de ce qui leur était dû.

Enfin — et c'est surtout ici que l'énormité saute aux yeux — la maison doit sa valeur actuelle au profit que le propriétaire pourra en tirer. Or, ce profit sera dû à cette circonstance que la maison est bâtie dans une ville pavée, éclairée au gaz, en communication régulière avec d'autres villes, et réunissant dans son sein des établissements d'industrie, de commerce, de science, d'art ; que cette ville est ornée de ponts, de quais, de monuments d'architecture, offrant à l'habitant mille conforts et mille agréments inconnus au village ; que vingt, trente générations ont travaillé à la rendre habitable, à l'assainir et l'embellir.

La valeur d'une maison dans certains quartiers de Paris est d'un million, non pas qu'elle contienne pour un million de travail dans ses murs; mais parce qu'elle est à Paris, parce que, depuis des siècles, les ouvriers, les artistes, les penseurs, les savants et les litterateurs ont contribué à faire de Paris ce qu'il est aujourd'hui un centre industriel, commercial, politique, artistique et scientifique; parce qu'il a un passé ; parce que ses rues sont connues, grâce à la littérature, en province comme à l'étranger ; parce qu'il est un produit du travail de dix-huit siècles, d'une cinquantaine de générations de toute la nation française.

Qui donc a le droit de s'approprier la plus infime partie de ce terrain ou le dernier des bâtiments, sans commettre une criante injustice? Qui donc a le droit de vendre à qui que ce soit la moindre parcelle du patrimoine commun?

Là-dessus, disons-nous, l'accord s'établit entre travailleurs. L'idée du logement gratuit s'est bien manifestée pendant le siège de Paris, lorsqu'on demandait la remise pure et simple des termes réclamés par les propriétaires. Elle s'est manifestée encore pendant la Commune de 1871, lorsque le Paris ouvrier attendait du Conseil de la Commune une décision virile sur l'abolition des loyers. Ce sera encore là première préoccupation du pauvre quand la Révolution aura éclaté.

En révolution ou non, il faut au travailleur un abri, un logement. Mais, si mauvais, si insalubre qu'il soit, il y a toujours un propriétaire qui peut vous en expulser. Il est vrai qu'en révolution le propriétaire ne trouvera pas d'huissier ou d'argousins pour jeter vos hardes dans la rue. Mais, qui sait si demain le

nouveau gouvernement, tout révolutionnaire qu'il se prétende, ne reconstituera pas la force et ne lancera pas contre vous la meute policière ! On a bien vu la Commune proclamant la remise des termes dus jusqu'au 1er avril — mais jusqu'au 1er avril seulement ! Après quoi il aurait fallu payer, lors même que Paris était sens dessus dessous, que l'industrie chômait et que le révolutionnaire n'avait pour toute ressource que ses trente sous !

Il faut cependant que le travailleur sache qu'en ne payant pas le propriétaire, il ne profite pas seulement d'une désorganisation du pouvoir. Il faut qu'il sache que la gratuité du logement est reconnue en principe et sanctionnée, pour ainsi dire, par l'assentiment populaire ; que le logement gratuit est un droit, proclamé hautement par le peuple.

Eh bien, allons-nous attendre que cette mesure, répondant si bien au sentiment de justice de tout honnête homme, soit prise par les socialistes qui se trouveraient mêlés aux bourgeois dans un gouvernement provisoire ? Nous attendrions longtemps, — jusqu'au retour de la réaction !

Voilà pourquoi, en refusant écharpe et képi — signes de commandement et d'asservissement — en restant peuple parmi le peuple, les révolutionnaires sincères travailleront avec le peupe à ce que l'expropriation des maisons devienne un fait accompli. Ils travailleront à créer un courant d'idées dans cette direction; ils travailleront à mettre ces idées en pratique ,et quand elles seront mûries, le peuple procédera à l'expropriation des maisons, sans prêter l'oreille aux théories, qu'on ne manquera pas de lui lancer dans les jambes, sur les dédommagements à payer aux propriétaires, et autre billevesées.

Le jour où l'expropriation des maisons sera faite, l'exploité, le travailleur auront compris que des temps nouveaux sont arrivés, qu'ils ne resteront plus l'échine courbée devant les riches et les puissants, que l'Egalité s'est affirmée au grand jour, que la Révolution est un fait accompli et non un coup de théâtre comme on n'en a déjà vu que trop.

II

Si l'idée de l'expropriation devient populaire, la mise en exécution ne se heurtera nullement aux obstacles insurmontables dont on aime à nous menacer.

Certainement, les messieurs galonnés qui auront occupé les fauteuils vacants des ministères et de l'Hôtel de Ville ne manqueront pas d'accumuler les obstacles. Ils parleront d'accorder des indemnités aux proprétaires, de dresser des statistiques, d'arborer de longs rapports — si longs qu'ils pourraient durer jusqu'au moment où le peuple, écrasé par la misère du chômage, ne voyant rien venir et perdant sa foi dans la Révolution, laisserait le champ libre aux réactionnaires, et finiraient par rendre l'expropriation bureaucratique odieuse à tout le monde.

En cela il y a en effet un écueil sur lequel tout pourrait sombrer. Mais si le peuple ne se rend pas aux faux raisonnements dont on cherchera à l'éblouir ; s'il comprend qu'une vie nouvelle demande des procédés nouveaux, et s'il prend lui-même la besogne entre ses mains, — alors l'expropriation pourra se faire sans grandes difficultés.

— Mais comment- Comment pourrait-elle se faire nous demandera-t-on. — Nous allons le dire, mais avec une réserve. Il nous répugne de tracer dans leurs moindres détails des plans d'expropriation. Nous savons d'avance que tout ce qu'un homme, ou un groupe, peuvent suggérer aujourd'hui sera dépassé par la vie humaine. Celle-ci, nous l'avons dit, fera mieux, et plus simplement que tout ce que l'on pourrait lui dicter d'avance.

Aussi, en esquissant la méthode suivant laquelle l'expropriation et la répartition des richesses expropriées *pourraient* se faire sans l'intervention du gouvernement, nous ne voulons que répondre à ceux qui déclarent la chose impossible. Mais nous tenons à rappeler que, d'aucune façon, nous ne prétendons préconiser telle ou telle manière de s'organiser. Ce qui nous importe, c'est de démontrer seulement que l'expropriation *peut* se faire par l'initiative populaire et *ne peut pas* se faire autrement.

Il est à prévoir que dès les premiers actes d'expropriation, il surgira dans le quartier, la rue, le pâté de maisons, des groupes de citoyens de bonne volonté qui voudront offrir leurs services pour s'enquérir du nombre des appartements vides, des appartements encombrés par des familles nombreuses, des logements insalubres et des maisons qui, trop spacieuses pour leurs occupants, pourraient être occupes par ceux qui manquent d'air dans leurs bicoques. En quelques jours ces volontaires dresseront pour la rue, le quartier, des listes complètes de tous les appartements, salubres et insalubres, étroits et spacieux, des logements infects et des demeures somptueuses.

Librement ils se communiqueront leurs listes, et en peu de jours ils auront des statistiques complètes. La statistique mensongère peut se fabriquer dans des bureaux; la statistique vraie, exacte, ne peut venir que de l'individu ; qu'en remontant du simple au composé.

Alors, sans rien attendre de personne, ces citoyens iront probablement trouver leurs camarades qui habitent des taudis et leur diront tout simplement: « Cette fois-ci, camarades, c'est la révolution tout de bon. Venez ce soir à tel endroit. Tout le quartier y sera, on se répartira les appartements. Si vous ne tenez pas à votre masure, vous choisirez un des appartements de cinq pièces qui sont disponibles. Et lorsque vous aurez emménagé, ce sera affaire faite. Le peuple armé parlera à celui qui voudra venir vous en déloger ! »

— Mais tout le monde voudra avoir un appartement de vingt pièces, nous dira-t-on.

Eh bien non, ce n'est pas vrai. Jamais le peuple n'a demandé à avoir la lune dans un seau. Au contraire, chaque fois que nous voyons des égaux ayant à réparer une injustice, nous sommes frappés du bon sens et du sentiment de justice dont la masse est animée. A-t-on jamais vu réclamer l'impossible? A-t-on jamais peuple de Paris se battre lorsqu'il allait chercher sa ration de pain ou de bois pendant les deux sièges? On faisait queue avec une résignation que les correspondants des journaux étrangers ne cessaient d'admirer; et cependant on savait bien que les derniers venus passeraient la journée sans pain ni feu.

Certainement, il y a assez d'instincts égoïstes dans les individus isolés de nos sociétés. Nous le savons bien. Mais nous savons aussi que le meilleur moyen de réveiller et de nourrir ces instincts serait de confier la question des logements à un bureau quelconque. Alors, en effet, toutes les mauvaises passions se feraient jour. Ce serait à qui aurait une main puissante dans le bureau. La moindre inégalité ferait pousser des hauts cris; le moindre avantage donné à quelqu'un ferait crier aux pots-de-vin, — et pour cause !

Mais lorsque le peuple lui-même, réuni par rues, par quartiers, par arrondissements, se chargera de faire emménager les habitants des taudis dans les appartements trop spacieux des bourgeois, les menus inconvénients, les petites inégalitsé seront prises bien légèrement. On a rarement fait appel aux bons instincts des masses. On l'a fait cependant quelquefois pendant les révolutions, lorsqu'il s'agissait de sauver la barque qui sombrait, — et jamais on ne s'y est trompé. L'homme de peine répondait toujours à l'appel par les grands dévouements.

Il en sera de même lors de la prochaine révolution.

Malgré tout, il y aura probablement des injustices. On ne saurait les éviter. Il y a des individus dans nos sociétés qu'aucun grand événement ne fera sortir de l'ornière égoïste. Mais la question n'est pas de savoir s'il y aura des injustices ou s'il n'y en aura pas. Il s'agit de savoir comment on pourra en limiter le nombre.

Eh bien, toute l'histoire, toute l'expérience de l'humanité, aussi bien que la psychologie des sociétés, sont là pour dire que le moyen le plus équitable est de remettre la chose aux intéressés. Seuls, ils pourront, d'ailleurs, prendre en considération et régler les mille détails qui échappent nécessairement à toute répartition bureaucratique.

III

D'ailleurs, il ne s'agirait nullement de faire une répartition absolument égale des logements, mais les inconvénients que certains ménages aurient encore à subir seraient aisément réparés dans une société en voie d'expropriation.

Pourvu que les maçons, les tailleurs de pierre — ceux du « bâtiment », en un mot — sachent qu'ils ont leur existence assurée, ils ne demanderont pas mieux que de reprendre pour quelques heures par jour le travail auquel ils sont accoutumés. Ils aménageront autrement les grands appartements qui nécessiteraient tout un état-major de servantes. Et en quelques mois des maisons, autrement salubres que celles de nos jours, auront surgi. Et à ceux qui ne se seront pas suffisamment bien installés, la Commune anarchiste pourra dire :

« Patientez, camarades ! Des palais salubres, confortables et beaux, supérieurs à tout ce que bâtissaient les capitalistes, vont s'élever sur le sol de la cité libre. Ils seront à ceux qui en ont le plus besoin. La Commune anarchiste ne bâtit pas en vue des revenus. Les monuments qu'elle érige pour ses citoyens, produit de l'esprit collectif, serviront de modèle à l'humanité entière, — ils seront à vous ! »

Si le peuple révolté exproprie les maisons et proclame la gratuité du logement, la mise en commun des habitations et le droit de chaque famille à un logement salubre, la Révolution aura pris dès le début un caractère communiste et se sera lancée dans une voie dont on ne pourra la faire sortir de si tôt. Elle aura porté un coup mortel à la propriété individuelle.

L'expropriation des maisons porte ainsi en germe toute la révolution sociale. De la manière dont elle se fera, dépendra le caractère des événements. Ou bien nous ouvrirons une route large, grande, au communisme anarchiste, ou bien nous resterons à patauger dans la boue de l'individualisme autoritaire.

Il est facile de prévoir les mille objections qu'on va nous faire, les unes d'ordre théorique, les autres toutes pratiques.

Puisqu'il s'agira de maintenir à tout prix l'iniquité, c'est certainement au nom de la justice qu'on parlera: « N'est-ce pas infâme, s'écriera-t-on, que les Parisiens s'emparent pour eux des belles maisons et laissent les chaumières aux paysans? » Mais ne nous y trompons pas. Ces partisans enragés de la justice oublient, par un tour d'esprit qui leur est propre, la criante inégalité dont ils se font les défenseurs. Ils oublient qu'à Paris même le travailleur suffoque dans un taudis, — lui, sa femme et ses enfants — tandis que de sa fenêtre il voit le palais du riche. Ils oublient que des générations entières périssent dans les quartiers encombrés, faute d'air et de soleil, et que réparer cette injustice devrait être le premier devoir de la Révolution.

Ne nous attardons pas à ces réclamations intéressées. Nous savons que l'inégalité, qui réellement existera encore entre Paris et le village, est de celles qui se diminueront chaque jour; le village ne manquera pas de se donner des logements plus salubres que ceux d'aujourd'hui, lorsque le paysan aura cessé d'être la bête de somme du fermier, du fabricant, de l'usurier et de l'Etat. Pour éviter une injustice temporaire et réparable, faut-il maintenir l'injustice qui existe depuis des siècles ?

Les objections soi-disant pratiques ne sont pas fortes non plus.

— Voilà, nous dira-t-on, un pauvre diable. A force de privations, il est parvenu à s'acheter une maison assez grande pour y loger sa famille. Il est si heureux; allez-vous aussi le jeter dans la rue ?

— Certainement non ! Si sa maison suff peine à loger sa famille, qu'il l'habite, parbleu! qu'il cultive le jardin sous ses fenêtres ! Nos gars, au besoin, iront même lui donner un

Boycottons „La Suisse"
journal fasciste

coup de main. Mais s'il a dans sa maison un appartement qu'il loue à un autre, le peuple ira trouver cet autre et lui dira: « Vous savez, camarade, que vous ne devez plus rien au vieux ? Restez dans votre appartement et ne payez plus rien : point d'huissier à craindre désormais, c'est la Sociale ! »

Et si le propriétaire occupe à lui seul vingt chambres, et que dans le quartier il y ait une mère avec cinq enfants logés dans une seule chambre, eh bien, le peuple ira voir si sur les vingt chambres il n'y en a pas qui, après quelques réparations, pourraient faire un bon petit logement à la mère aux cinq enfants. Ne sera-ce pas plus juste que de laisser la mère et les cinq gosses dans le taudis, et le monsieur à l'engrais dans le château ? D'ailleurs, le monsieur s'y fera bien vite ; lorsqu'il n'aura plus de servantes pour ranger ses vingt chambres, sa bourgeoise sera enchantée de se débarrasser de la moitié de son appartement.

— Mais ce sera un bouleversement complet, vont s'écrier les défenseurs de l'ordre. Des déménagements à n'en plus finir! Autant vaudrait jeter tout le monde dans la rue et tirer les appartements au sort ! — Eh bien, nous sommes persuadés que si aucun gouvernement ne s'en mêle, et que si toute la transformation reste confiée aux mains des groupes surgis spontanément pour cette besogne, les déménagements seront moins nombreux que ceux qui se font dans l'espace d'une seule année par suite de la rapacité des propriétaires.

Il y a, tout d'abord, dans toutes les villes considérables, un si grand nombre d'appartements inoccupés qu'ils suffiraient presque à loger la plupart des habitants des taudis. Quant aux palais et aux appartements somptueux, beaucoup de familles ouvrières n'en voudraient même pas: on ne peut s'en servir s'ils ne sont entretenus par une nombreuse valetaille. Aussi, leurs occupants se verraient-ils bientôt forcés de chercher des habitations moins luxueuses, où mesdames les banquières feraient elles-mêmes la cuisine. Et, peu à peu, sans qu'il y ait à accompganer le banquier, sous escorte de piques, dans une mansarde, et l'habitant de la mansarde dans le palais du banquier, la population se répartira à l'amiable dans les logements existants, en faisant le moins de remue-ménage possible. Ne voit-on pas les communes agraires se distribuer les champs, en dérangeant si peu les possesseurs de parcelles, qu'il reste seulement à constater le bon sens et la sagacité des procédés auxquels la Commune a recours. La Commune russe — ceci établi par des volumes d'enquêtes — fait moins de déménagement, d'un champ à un autre que la propriété individuelle avec ses procès plaidés devant les tribunaux. Et on veut nous faire croire que les habitants d'une grande ville européenne seraient plus bêtes ou moins organisteurs que des paysans russes ou hirdous !

D'ailleurs, toute révolution implique un certain bouleversement de la vie quotidienne, et ceux qui espérent traverser une grande crise sans que leur bourgeoise soit moins dérangée de son pot-au-feu, risquent d'être désappointés. On peut changer de gouvernement sans que le bon bourgeois manque jamais l'heure de son dîner; mais on ne répare pas ainsi les crimes d'une société envers ses nourriciers.

Il y aura un bouleversement, c'est certain. Seulement il faut que ce bouleversement ne soit pas en pure perte, il faut qu'il soit réduit au minimum. Et c'est encore — ne nous lassons pas de le répéter — en s'adressant aux intéressés, et non pas à des bureaux, que l'on obtiendra la moindre somme d'inconvénients pour tout le monde.

Le peuple commet bévue sur bévue quand il a à choisir dans les urnes entre les infatués qui briguent l'honneur de le représenter et se chargent de tout faire, de tout savoir, de tout organiser. Mais quand il lui faut organiser ce qu'il connaît, ce qui le touche directement, il fait mieux que tous les bureaux possibles. Ne l'a-t-on pas vu lors de la Commune ? Et lors de la dernière grève de Londres ? Ne le voit-on pas tous les jours dans chaque commune agraire ?

Pierre Kropotkine.

Lecteur, abonne-toi au Réveil anarchiste, *qui te donne droit à son Edition régionale.*
Rue des Savoises, 6, Genève.
Abonnement: 1 an 5 fr.; 6 mois fr. 2.50. On peut s'abonner aux camarades vendeurs.

Les décrets de la Commune

L'une des causes de l'insurrection de la Commune en 1871 a été l'impossibilité dans laquele se trouvaient les locataires de payer les loyers. L'assemblée de Versailles avait refusé tout arrangement pour des centaines de mille locataires qui allaient être jetés sur le pavé. Le premier décret de la Révolution du 18 mars fut ainsi le suivant :

La Commune de Paris,

Considérant que le travail, l'industrie et le commerce ont supporté toutes les charges de la guerre, qu'il est juste que la propriété fasse au pays sa part de sacrifices,

décrète :

Art. 1er. — Remise générale est faite aux locataires des termes d'octobre 1870, janvier et avril 1871.

Art. 2. — Toutes les sommes payées par les locataires pendant les neuf mois seront imputables sur les termes à venir.

Art. 3. — Il est fait également remise des sommes dues pour les locations en garni.

Art. 4. — Tous les baux sont résiliables, à la volonté des locataires, pendant une durée de six mois, à partir du présent décret.

Art. 5. — Tous congés donnés seront, sur la demande des locataires, prorogés de trois mois.

Comme chacun peut le constater, ce décret n'a rien en somme de socialiste ; il reconnaît absolument la propriété et n'adopte qu'une mesure exceptionnelle dans des circonstances particulièrement graves.

Un mois plus tard, la Commune se voyait obligée de voter ce nouveau décret :

La Commune de Paris,

Considérant qu'il est de son devoir de fournir le logement aux victimes du second bombardement de Paris, et considérant qu'il y a urgence,

décrète :

Art. 1er. — Réquisition est faite de tous les appartements vacants.

Art. 2. — Les logements seront mis à la disposition des habitants des quartiers bombardés, au fur et à mesure des demandes.

Art. 3. — La prise en possession devra être précédée d'un état des lieux, dont copie sera délivrée aux représentants des possesseurs en fuite.

Il sera également apposé les scellés sur tous les meubes contenant des objets portatifs.

Art. 4. — Les municipalités sont chargées de l'exécution immdiate du présent décret. Elles devront, en outre, dans la mesure du possible, faciliter les moyens de déménagement aux citoyens qui en feront la demande.

La modération des communards peut paraître ici presque une trahison. Paris s'est donné un gouvernement très légal et ne demande qu'à traiter. Thiers exige une reddition sans conditions, et en attendant il fait bombarder surtout les quartiers populaires. Il fallait pourtant loger les locataires des immeubles démolis. La Commune se décide à prendre possession des appartements vacants seulement et à garantir entièrement les biens des possesseurs en fuite, autrement dit passés à l'ennemi. Faute de pouvoir traiter avec eux, elle demande à fournir cette garantie à leurs représentants.

Ne nous faisons pas d'illusion. Cette même modération qui se retrouve dans tous les décrets de la Commune prouve simplement que les révolutionnaires ... ne l'étaient pas. Lorsque guerre il y a, le premier soin de tous les belligérants a toujours été de s'emparer sans autres de tous les biens de l'ennemi. La plus grande erreur de la Commune fut précisément de ne l'avoir pas fait. La répression n'en pouvait être que plus terrible. Un ennemi n'est respecté que dans la mesure où il se montre bien décidé. Toute hésitation de sa part n'est considérée que comme faiblesse. Les bourgeois se vengent encore plus férocement d'une peur éprouvée que d'un dommage réellement subi. Les communards ont été massacrés surtout pour la terreur de ce qu'ils étaient à même de faire et n'ont malheureusement pas fait.

Que la leçon ne soit pas perdue !

Le *Réveil anarchiste* est en vente :
A GENEVE :
32, Rue Rousseau.
51, Rue du Rhône.
11, Rue de Carouge.
12, Rue des Grottes (chez le père Vincent).
A LAUSANNE :
Librairie du Travail, ruelle du Gd-Pont, 22.

L'impossible propreté

Tout le monde parle des taudis. Mais seuls les connaissent ceux qui les habitent ou les ont habités. Je puis en parler savamment. Quand nous sommes arrivés dans un de ces logis, bien malgré nous, qu'y avons-nous trouvé et quelle fut ma tâche ?

Les armoires manquant de rayons étaient encombrées de tous les détritus possibles. Pas de serrures aux portes. Un monceau de gravas encombrait l'alcôve de la cuisine. Le fond obscur du palier était garni de vieux tuyaux, de vieilles boîtes, de vieux linoléums, attenant au plancher par les saletés des chats. Les W.-C., pour trois ménages, étaient inabordables. Etait-ce à la régie ou à moi d'enlever cela ? C'est moi qui ai dû le faire. J'en ai rempli trois poubelles et nettoyé cette saleté monstrueuse. Depuis, je n'ai pas cessé de lutter jour après jour contre toutes les malpropretés sans arriver à rien de satisfaisant. C'est tous les matins le remue-ménage consciencieux et méticuleux pour empêcher toutes les vermines d'envahir nos lits; des trous de souris à boucher, qui se fraient des galeries sous le plancher et qui, la nuit, grignotent et grattent obstinément pour percer. C'est, en plein sommeil, l'alerte d'une piqûre et que ce soit réalité, obsession ou cauchemar, c'est le saut à bas du lit et l'exploration à l'aide d'une bougie. C'est, sur le palier, balayé tous les samedis, mais jamais lavé aux frais de la régie, de grosses araignées qu'il faut tuer. C'est simplement intenable.

L'hiver, c'est chaque soir la barricade avec des sacs et des planches des fenêtres à guillotine, qui branlant sous le vent laissent entrer la neige Ce sont les W.-C. gelés pendant quinze jours, la cuvette qui a sauté, la porte qui a été clouée, et la négligence de la régie qui en fait attendre le remplacement pendant un mois. Ceux et celles qui ont le nécessaire et le confortable pourraient-ils me dire comment ils se seraient organisés en plein hiver par 18° de froid et épidémie de grippe, pour se passer des W.-C. pendant six semaines ? Protestation énergique de notre part a été faite à la régie.

Les planchers vermoulus s'enfoncent, laissant passer le platras et ne peuvent jamais être propres.

Pouvez-vous me dire comment une femme ayant des enfants pourrait arriver à lutter contre l'envahissement de toutes les bêtes et de toutes les saletés de la création, en prenant soin d'abord des petits, du mari et de la marche obligatoire du ménage et cela chaque jour? Comment dans un trou sans clarté, tout pourrait-il être soigneusement rangé quand la place manque pour chaque chose ? Comment des W.-C. seraient-ils propres, employés par dix personnes, dont plusieurs enfants ?

On reproche encore à ces familles de sentir mauvais ! C'est vrai, quoi qu'elles puissent être aussi propres que ceux qui laissent derrière eux un sillage de parfums. Les vêtements sont rangés dans une armoire décrépie sentant l'humidité et la putréfaction du plâtre, ce qui communique à tout ce qu'elle renferme l'odeur indéfinissable qui est l'odeur de toutes les misères.

Et comment une odeur infecte ne rôderait-elle pas partout dans les maisons où sont installés des petits cafés dont la clientèle peu intéressante prend l'allée pour des W.-C. De grandes rigoles sillonnent à chaque instant. Il faut passer par là-dessus pour monter chez soi et les enfants y piétinent ! Réclamer au régisseur? Impossible. Dans des circonstances analogues, nous avons réclamé personnellement, étant absolument dans notre droit. Un petit blanc-bec d'employé, entrant chez moi comme un âne dans un moulin (chez des pauvres, l'arrogance est de rigueur) vint me dire que son patron en avait assez de ces histoires-là, qu'il fallait que cela finisse une fois pour toutes. N'ayant pas l'habitude de nous courber devant l'intimidation, nous avons récidivé dans un autre cas. Alors ce fut plus catégorique: un autre employé vint nous dire que si nous n'étions pas contents, nous n'avions qu'à nous en aller ! Et nous étions encore entièrement dans notre droit. Les autres se taisent, terrassés par la menace de s'en aller.

Pas même un écriteau avec défense de salir. Non, la vie des familles qui sont là-dedans ne vaut pas un écriteau. A qui incombe la responsabilité de prendre les mesures rigoureuses et immédiates pour enrayer de telles infections ? Car on ne peut aller ailleurs, le soleil s'achète,

je ne l'invente pas. De deux appartements identiques, celui qui a du soleil est beaucoup plus cher. « Il est en plein soleil », explique le régisseur. L'air et le soleil qui sont à tous et pour tous sont donc vendus par le propriétaire, auquel ils n'appartiennent pas et ne coûtent pas un sou. Et l'on tolère un tel scandale, alors que de petits êtres s'étiolent et meurent faute de cet air et de ce soleil, alors que de pauvres femmes s'acharnent à lutter contre tous les fléaux des taudis et ne les vaincront jamais.

La population restera-t-elle inerte devant ces vie menacées chaque jour davantage ?

Instruite de tous côtés de ce qui se passe dans les taudis, ne devient-elle pas responsable de laisser subsister des situations aussi épouvantables ?

Ne pas protester, n'est-ce pas tolérer ?

Vers qui voulez-vous que ces familles tendent les mains pour qu'on les sauve ?

La tolérance et l'égoïsme d'un côté, la résignation forcée de l'autre n'ont que trop duré.

Beaucoup trop déjà ont été sacrifiés, et comme des condamnés à mort les autres attendent leur tour.

Agir, agir vite, c'est le seul remède pour sauver ceux qui restent et pas seulement quelques-uns, mais tous sans exception. **Une mère.**

Questions d'actualité

Assez d'évacuations.

Les évacuations des locataires continuent de plus belle. L'an dernier, 388 locataires ont été victimes des rapaces de régie. Les prétentions et la dureté des Becs crochus ne connaissent plus de bornes. Un refus de payer d'avance, d'accepter une augmentation injustifiée et toujours exagérée, un mois de retard dans le paiement d'un misérable logis, les opinions sociales d'un locataire même, tout est prétexte pour embêter ce cochon de payant qu'est un locataire et suffisant pour résilier un bail. Le plus odieux et le plus lamentable, c'est que ce sont toujours les miséreux de la classe ouvrière qui ont le plus à pâtir des exactions des régisseurs.

Les représentants du capitalisme immobilier sont tout puissants, tandis que le malheureux locataire est absolument désarmé devant les ordres d'évacuation. Comme en toutes choses, lois et magistrature sont exclusivement au service des possédants, en l'occurrence les propriétaires.

Il ne reste donc plus aux locataires que de recourir à l'action directe. Nous posons une question. Le syndicat des locataires existant, ne pourrait-il, à côté de sa besogne strictement bureaucratique, entreprendre la lutte par l'action directe des locataires, comme cela se fait en France, en particulier.

Dénoncer des faits révoltants, c'est bien, mais il serait beaucoup mieux si le jour où les huissiers viennent faire leur infecte besogne d'évacuation ils trouvent devant eux un grand nombre de locataires les conspuant et les empêchant de pratiquer leurs méfaits. La parole est au Syndicat des locataires. *L'antiproprio.*

Contrastes.

Depuis fort longtemps la question du logis sain et confortable se pose pour la classe ouvrière. Pendant plusieurs années, après 1910, les travailleurs du bâtiment ont subi une misère atroce parce que soi-disant le travail manquait. Quelle dérision. Il y avait à ce moment-là et il y a encore toute une population demandant à sortir des taudis pour habiter des logements bien aérés et ensoleillés. Selon la thèse des patrons, la cherté des loyers est causée par les ouvriers qui veulent être trop payés, paraît-il.

Or depuis la fin de la guerre, les loyers ont subi une hausse systématique et continue. Par contre, les salaires dans le bâtiment, après avoir subi une diminution de 25%, soit un quart, sont restés stationnaires à un taux scandaleusement bas depuis près de dix ans.

Actuellement encore, les gens qui hantent l'officine du Terraillet prétendent que les augmentations de salaires ne se justifient pas, tout en défendant les continuelles augmentations des loyers.

Il est vrai que les sociétés immobilières dont les entrepreneurs sont les principaux actionnaires, ont besoin de la classe ouvrière pour assurer le rendement financier des vieilles maisons. Jusqu'à quand les travailleurs se laisseront-ils faire?

Nous concevons fort bien que dans toute société les différentes catégories de producteurs doivent mutuellement se compléter. Mais n'est-il tout de même pas inadmissible que ceux qui habitent les taudis et les quartiers les plus malsains soient précisément ceux qui usent leur vie à édifier des palaces, des villas et des maisons salubres ?

Nous revendiquons pour tous les producteurs le droit à une vie aisée, qui ne pourra être une réalité que lorsque la révolution expropriatrice aura triomphé. L. T.

Qu'ils s'appellent du nom qui leur plaît, les soldats sont des créatures de servitude. Il n'y a dans leur bouche qu'un argument naturel : le cri de mort. **G. Clemenceau.**

SACCO ET VANZETTI

Superbe lithographie en quatre couleurs, format 50 × 65 cm., au prix de 1 franc l'exemplaire.

L'infâme chaise brisée, Thayer, Fuller et Elliott gisent sous elle, tandis que Vanzetti donnant la main à Sacco, répète à la foule les paroles « Je veux un toit pour chaque famille, du pain pour chaque bouche, de l'éducation pour chaque cœur, de la lumière pour chaque intelligence. »

Camarades ! apprenez l'esperanto. Cours gratuits par correspondance. S'adresser à Laborista Esperanta Grupo, 6, rue des Terreaux-du-Temple, Genève.

Genève — Imprimerie, 23, rue des Bains

— J'ai doublé mes loyers... Si je dédoublais les termes...?

Le Vautour

Nous empruntons le dessin ci-contre avec sa légende à un recueil de gravures paru sous le titre *Album des bêtes*, en 1842. C'était une publication artistique nullement révolutionnaire, mais le propriétaire d'immeubles était déjà connu pour ce qu'il a toujours été : un oiseau de proie.

Eugène Pottier, l'auteur de l'*Internationale*, terminait ainsi une chanson *Vieille maison à démolir*, écrite par lui en 1848 :

Toute une famille à l'étroit
Grelotte sans pain sous le toit,
Déjà le père est à l'hospice :
Par la tuile ouverte, la mort
Se glisse avec le vent du nord...
Cette propriété
Croule de vétusté,
Il est temps qu'on la démolisse !

Un grand corps de garde est en bas,
Ces pauvres diables de soldats
Bâillent en faisant leur service.
La sentinelle nuit et jour
Y garde en vain monsieur Vautour,
Cette propriété
Croule de vétusté,
Il est temps qu'on la démolisse !

Plus tard, Pottier, après la Commune dont il fut membre, écrivit encore la poésie ci-dessous, à l'allure farouche. Mais l'on ne peut que regretter que sa juste colère n'ait pas pas été celle de toute la masse ; il n'en faudra pas moins pour faire disparaître les taudis :

LOGEMENTS INSALUBRES

Voici le huit, le jour du terme :
Nous n'avons pas le premier sou
Mais j'attends Vautour de pied ferme,
Qu'il vienne et je lui tords le cou.

Ce ne sont pas menaces vaines,
Je suis femme d'un ouvrier.
Il suce le sang de nos veines,
On se venge d'un meurtrier !
Nous pourrissons dans ce cloaque.
Nos loyers, de ce vieux voleur
Ont payé la sale baraque,
Au moins quatre fois sa valeur.

Depuis vingt ans je me lamente
Dans son trou, sans jour et sans air.
Voilà cinq fois qu'il nous augmente,
En entrant, c'était déjà cher.
J'ai passé là vingt longs carêmes,
Car que sert de déménager ?
Ces gueux-là sont partout les mêmes,
On ne sait plus où se loger.

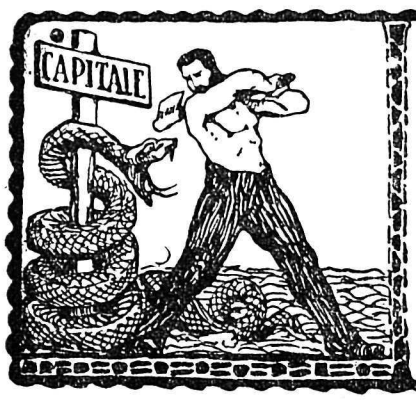
L'escalier noir est une honte,
Tant il est dégradé, poisseux.
Des lieux, des plombs quand l'odeur monte,
L'alcali vous empoigne aux yeux.
Il fait de l'or de cette boue,
Prenant le plus clair du travail.
C'est de la peste qu'il nous loue,
Il tient la typhoïde à bail.

Quel logis infect que le nôtre :
Une boîte de crevaison.
Tous mes enfants, l'un après l'autre,
Je les perds dans cette maison.
Entre ces quatre murs verdâtres,
L'humidité que nous humons
Des cloisons détache les plâtres
Et nous détache les poumons.

Le peuple hait cette charogne
Et parle de l'exproprier.
Moi je vais plus vite en besogne,
Je veux la peau de l'usurier.
Pauvres bougres de locataires
A quand la révolution ?
Supprimer les propriétaires,
N'est-ce pas la solution ?

La politique glaciale
Est pour la femme un jeu moqueur,
Mais la question sociale
Tient la mère au profond du cœur.
Nos défaites seront vengées
Quand mêlant leurs cris au tocsin,
Toutes les femmes insurgées
Marcheront leurs bébés au sein.

Voici le huit, le jour du terme :
Nous n'avons pas le premier sou
Mais j'attends Vautour de pied ferme,
Qu'il vienne et je lui tords le cou.



N. 770 7

IL RISVEGLIO
ANARCHICO

I PRINCIPII ANARCHICI.

Il Congresso riunito a Saint-Imier dichiara :

1° Che la distruzione di ogni potere politico è il primo dovere del proletariato ;

2° Che ogni organizzazione d'un potere politico sedicente provvisorio e rivoluzionario per giungere a tale distruzione non può essere che un inganno di più e sarebbe così pericolosa pel proletariato come tutti i governi oggi esistenti.

3° Che, respingendo ogni compromesso per giungere all'compimento della Rivoluzione sociale, i proletari di tutti i paesi devono stabilire, all' infuorizio ogni politica borghese, la solidarietà dell' azione rivoluzionaria.

La nostra ora

Qualche lampo squarcia di quando in quando questa nera notte, lunga notte di torpore rassegnato per la moltitudine antifascista, eterna notte di accorata impotenza per le minoranze combattive, che vivono tutta la tragedia della sconfitta e ancora bevono alle fonti della fede, sperando redimersi degli errori e delle manchevolezze del passato con più oculata tenacia e con più pronto ed intero spirito di sacrificio.

Follia e viltà dei più non giustificano la stanchezza. « Inutile lottare » : parola impura, parola non vera, parola in cui manca il vero amore. In questo mare di tenebre, pieno di abissi e di scogli, i rari naviganti vedono splendere il faro della coscienza morale. E basta loro. Chè la coscienza morale ha assolute certezze. La luce del dovere non teme raffiche di vento, nè scrosci di pioggia, nè infittire di nebbia. I combattenti non possono sciorre il voto fatto alla propria dignità : tu non piegherai. Questo voto è la cosa più pura della loro vità, è la verità più solare della loro mente, è lo specchio del vero e profondo amore per la causa della libertà e della giustizia in cui la coscienza si guarda per riconoscersi, quando la vita quotidiana pare averla sfigurata. Quando il combattente fa appello alla propria coscienza, la fede lo investe, e solleva in alto il cuore che pareva inaridito, che pareva aver perso le ali dell'entusiasmo sacro.

Noi, volontari, noi che abbiamo una tradizione di volontà e di sacrificio, noi che non abbiamo insozzate le ali dell'entusiasmo nella pece del politicantismo senz'anima, siamo una forza. Ma questa forza si ignora. Questa forza sonnecchia, nell'afa. La mente vaga pei giardini di Utopia, si perde nelle quisquiglie dottrinarie e nelle miserabili lotte personali, nei sogni apocalittici di integrali rivolgimenti. E Argonauti di un vello d'oro di sogno romantico o pedanti sezionatori di una pelle dell' orso problematica, noi rimaniamo chiusi in una seminagione, feconda, sì, ma molto circoscritta e non avente neppure nel campo nostro quella risonanza di affetti e di passioni che urgerebbe, sì che potessimo uscire dal particolarismo dell'educazionista per entrare nel vasto campo dell'azione politica. Qualche gesto eroico, il martirio dei prigionieri e coatti di parte nostra, non sono bastati e non bastano a porci all'avanguardia della causa della libertà e della giustizia. Non possiamo ricoprire col manto di qualche nome luminoso di gloria il nostro pudore, senza ingannare gli altri e noi.

Il popolo italiano non è un branco di schiavi, non è materia morta. Ma non è neppure un popolo uso a libertà e di libertà geloso. Non è l'asino paziente, ma non è il leone incatenato. La rivolta non sarà morale. Sarà lo scoppio di un generale malcontento egoistico, di una esasperazione di ventri vuoti. E la vita economica di un paese possiede tali riserve nascoste, è passibile di tali soluzioni provvisorie e nocive ma temporeggiatrici, che la crisi incipiente potrà avere soste lunghe, miglioramenti forse, e strascicare a lungo la situazione. L'economicismo dei marxisti e di certi uomini usi ad osservare le umane vicende dietro i freddi occhiali della statistica, trae dalle notizie di fallimenti di grandi ditte, di crak bancari, di aumenti dei prezzi, di abbassamenti di salari, pitagorici prognostici di imminente morte del fascismo. Non crediamo a questi astrologhi ! La loro diagnosi non è sicura più dei loro prognostici politici, quando speravano nei vari stelloni : D'Annunzio, il re, il papa, il principino, Giolitti, Federzoni, Farinacci, ecc.

Il fascismo che muore di morte naturale è la malattia che cessa col morire del malato. E' la restituzione di un'Italia dissanguata e morente. In un' Italia ipotecata dal capitalismo nord-americano, con un'Europa infeudata alla banca e alla grande industria, la rivoluzione è colma di problemi immani, di difficoltà oltremodo complesse e gravi. Il tempo che passa, dunque, avvicina alla caduta del fascismo, per quella legge storica che rende mortali i regimi tutti, anche i più solidi, ma allontana e diminuisce le possibilità di sviluppo della rivoluzione.

Non siamo soli a pensar questo. In ogni partito di sinistra s'è maturata la convinzione della limitata efficacia della critica politica e della necessità dell'azione diretta. Ma la convinzione non è interamente chiara, chè abitudini mentali le si sovrappongono e la intorbidiscono talmente che il cianciare di azione diretta è grande, sì, ma molto più grande è il battagliare cartaceo, e la critica di dettaglio e scandalistica prevale sul delineare i limiti e fissare gli obbiettivi di una lotta rivoluzionaria. Il bagaglio delle cooperative, delle organizzazioni sindacali, il predominio dei funzionari da poltrona e dei politicanti da ordine del giorno, il lavorio dell'organizzazione fine a se stessa, il bizantineggiar dei congressi, il frazionarsi di frazioni in seno ai partiti : tutto questo ed altro dà all'antifascismo *regolare* ed *ufficiale* il marchio delle sue origini, il segno delle sue abitudini mentali e delle sue insufficenze politiche. In fondo, *concentrazionismo* ed *anticoncentrazionismo* è scissione e contrasto tra giovani impazienti lontani dalla generazione che forma il grosso dei loro partiti e costituisce i nuclei dirigenti. Il torto di questi giovani, e ve ne sono di ardenti di fede e di intellettualmente attrezzati, è di non capire che l'*élite* che può imporsi è soltanto quella capace di opporre ricchezza culturale e critica alle vuotaggini e rimasticature dei demagoghi e dei cristallizzati *maestri*, e spirito di lotta e di sacrificio alla prudenza dei pretendenti a generali. In questo errore cadono anche non pochi dei nostri.

Vorrebbero che i capi gridassero : « Italia o morte ! », lanciassero appelli vibranti, iniziative rivoluzionarie, apologie terroristiche. Queste pretese stanno ad indicare : cattiva conoscenza degli esponenti dell' antifascismo e scarsa coscienza morale in quelli che pretendono esser « sempre pronti ». Nel fenomeno garibaldinista la grande, la vera tragedia non fu quella, politica, di squadre di entusiasti a caldo capitanati da un generale traditore e da uno stato maggiore idiota, bensì quella morale. Su migliaia di aderenti, non un pugno di devoti s'è slanciato avanti, quando la facciata di carta pesta bruciava al fuoco dello scandalo. Lucetti aveva creduto nel garibaldinismo, ma seppe andare oltre. Lucetti non era un volontario per la camicia rossa delle parate, e seppe dimostrare che non v'è tradimento o incertezza di capi per chi sa volere, fortemente. Il combattente di netto stampo non ama indugiar nelle critiche ai capitani, non ama rimproverare ad altri la malafede e la viltà. Il vero combattente va avanti, solo, se solo lo lascia l'egoismo degli altri, disperato e credente, anche se il vigliacco ottimismo dei più gli dice : Spera ! — anche se il pessimismo imbelle gli dice : Non c'è nulla da fare !

La coscienza morale sicura non ha ombra di dubbio storicista che l'appanni, non ventata di pessimismo che la spenga. Verità e poesia si fondono nelle parole di Emanuele Kant : « Le stelle del cielo sopra di me, la coscienza morale in me ». Per il vero combattente non c'è nuvolaglia che possa nascondere il cielo dell'ideale. La legge morale è *suprema lex*, perchè essa dà coscienza all'uomo del suo spirito. Della nostra esistenza intellettiva ci fa certi il *penso, dunque sono ;* ma della nostra natura morale ci fa certi il *voglio il bene, non il mio bene particolare, dunque una legge morale vive in me e determina il mio volere.* Il mondo può essere una rappresentazione, la mia stessa esistenza fisica può essere una proiezione del mio pensiero, la mia stessa personalità pensante può essere l'individuarsi di un pensiero universale. Ma io che piango, io che amo, io che odio per un dolore che non è mio, per un'ingiustizia che personalmente non mi tocca, io che sono disposto ad annientarmi per un sogno che sarà vissuto interamente da altri lontani ignoti, io sono individuo, io sono certo di essere *persona*, e non monade intellettiva meramente intellettuale.

Io sono eterno come le stelle, perchè le mie idee possono essere errate, perchè errato può essere il fine del mio volere, ma la bellezza morale della mia opera resta, e può essere tale da ripercuotersi nei secoli. Socrate martire per il rispetto della legge è un Cristo sempre vivo. E' la cicuta che lo rende eterno, non i dialoghi. Non è Dio che si fa Cristo nel ventre di una vergine, ma è l'uomo che si fa Dio sulla croce.

Questo dice al ver combattente la sua religiosa esperienza.

Come piccolo e vano appare questo tritume di critica, questo clamore di lotta partigiana, questo inumano cianciare di gregge, questa miserabile ricerca di condottieri all'uomo che guarda al cielo stellato della propria coscienza e vi vede i segni della propria missione.

Egli sì che può lanciare la sfida ai Farisei. Egli può annientarli col fulgore della sua azione. Egli può dire : Il popolo ha bisogno di vedere dei martiri e non dei comodi profeti, dei credenti e non dei preti, degli apostoli e non dei legulei.

Se egli sarà ignorante, potrà vincere tutti i dottori di tutti i templi con la parola di fuoco di un grido, di un solo grido in faccia ai carnefici, come Lucetti e Della Maggiora. E quel grida sarà un canto di gallo nella notte.

Siamo noi che daremo gli eroi. Sarà dal nostro esercito, che ignora gli ozii di Capua, che sorgeranno gli uomini che hanno in loro stessi la forza, che non attendono di essere in molti, ben ordinati ed armati, per marciare all'attacco. Pochi saranno i primi, ma altri seguiranno, chè l'eroismo è scuola feconda. Non si aspetterà che la campana suoni a stormo, chè suonerebbe anche a morto per l'Italia. Sarà l'eroismo di solitari, sarà l'ardimento di nuclei di combattenti che squillerà a monito, che romberà all'allarme per gli altri tenaci e ardimentosi che laggiù non hanno rinunciato alla riscossa. Questa è l'ora forte, l'ora bella, l'ora santa. Non possiamo lasciarla sfuggire. Troppi attendono pazienti, troppi sperano in soluzioni inaugurabili, troppi cianciano vanamente, troppi si smarriscono nella stanchezza senz'anima, nelle dispute senza scopo nè fine, nelle critiche idiote e cattive. Sulla bilancia c'è la rassegnazione sul piatto di stagno. Gettiamo la nostra volontà su quello di ferro ! C'è una somma di cose care che preme sul cuore e lo lusinga col tepore morbido della tenerezza : la donna che amiamo, i figli che non hanno ancora le ali per volare sicuri, la madre che ha lacrime che sono catene, i libri, la natura, la vita tutta, il domani che è aperto innanzi a noi tutto colorito di sogni e che pare una strada diritta e soleggiata dove correre alla conquista di un mondo.

Ma dietro le siepi in fiore, nel fondo delle dolci coppe ci troveremo, se abbiamo un'anima viva, la bruttura e l'amaro di aver piegata la volontà nostra, di aver mancato alla nostra fedeltà, di aver opposto il *caro* al *sacro*. Chi adultera con la vita *umana*, avendo anima religiosa, non potrà che far su se stesso la vendetta dell'anima tradita.

O tutto o niente ! Non è esperienza vera, chè c'è il *qualche cosa*, che è meglio che niente ; ma per i combattenti deve essere aspirazione costante ed esasperata, formula di morale pratica. Per armare la volontà, per indurirla ed affilarla nelle sue armi, la minuta attività costante, il sacrificio fatto di piccoli sacrifici, hanno grande valore formativo. Ma il santo non è l'atleta nè l'igienista, l'eroe non è soltanto l'uomo di grande volontà ; è, essenzialmente, l'uomo di *buona vo-*

lontà. È l'uomo che ama fortemente oltre che fortemente volere.

Non basta irridere, protestare, ammonire; non basta la critica, di contro al fascismo e a quell'antifascismo equivoco o poltrone che detestiamo quanto il primo. Bisogna drizzarsi contro il fascismo, armati di una volontà, di un coraggio, di una fede che faccia volgere verso di noi tutti quelli che attendono un esempio, un grido di guerra di combattenti in guerra.

Nessun giornal clandestino diffonde in Italia la nostra parola. Basta pensare a questa lacuna perchè risalti l'insufficienza della nostra äzione antifascista.

Scuotiamoci dal tedio di un'attesa imbelle indegna di noi! Chiunque di noi faccia quello che può fare. Mobilitiamoci! Di fronte alla grandezza del dramma di un popolo che si adatta, si risollevi, si esalti e si coordini la nostra azione! Il nostro passato è là, con le sue non poche pagine luminose di eroismo, a darci esempi che nessun partito d'avanguardia potrebbe dare in egual misura. Ma nel nostro passato vi è anche il nostro accodarci ai partiti ed alle organizzazioni sindacali quando urgeva che facessimo da soli. La nostra missione è quasi completamente mancata. Sarebbe vanagloriosa presunzione partigiana tenerlo nascosto sarebbe mancanza di senso storico, d'intelligenza politica il non vederlo.

Il domani è aperto di fronte a noi, per riscattarci degli errori d'intelligenza e dei peccati di volontà di ieri. Ma il domani non deve essere remoto. Non barattiamo la volontà con il sogno, la pietra di Davide con le spalle di Sansone. Non ridicolo smaniare di tremende punizioni, non dottrinario fantasticare di dantesche apocalissi e successive utopie kropotkiniane, non presuntuosa messa in vetrina di glorie che appartengono a chi le ha meritate e a chi le ha spiritualmente preparate e non a noi tutti, ma: esame serio, cioè realistico, dei problemi della rivoluzione *italiana;* critica intelligente del fascismo con esame dei suoi precedenti necessari nel pseudoliberalismo; esame dei mezzi e modi migliori per abbattere il fascismo; e, sopratutto, preparazione alla lotta antifascista.

Lotta Umana espose, ai suoi primordi, un sintetico e chiaro programma di azione antifascista anarchica. Non s'è fatto niente, non solo, ma la voce ammonitrice è rimasta *vox clamantis in deserto*. Vi sono dei giornali che si dicono anarchici e che sono quasi interamente dedicati *a salvare il movimento*. E' una miseria intellettuale e morale, alla quale solo un'economia di sforzi ed un generale risveglio del movimento può impedire di esercitare un'azione disgregatrice e debilitante. Le zanzare nascono e vivono là dove ci sano acque stagnanti.

Vi sono troppi compagni che s'appartano, *disgustati*. Non è lecito, moralmente, appartarsi. La diserzione di fronte al nemico di ogni più più elementare libertà, al nemico che ha ricacciato l'Italia nel feudalismo militaresco e clericale, non è giustificabile. Si manca tra l'altro di solidarietà verso i mille e mille imprigionati, di pietà verso le mille e mille famiglie private dei loro cari.

Non basta continuare a pensare che con noi è la luce delle verità politiche e sociali. Occorre sentire che dovere dell'anarchico è lottare contro la tirannide. Quando si sente questo, le miserie delle polemiche, i dissidi di tendenza, le amarezze delle « partaccie » diventano ben piccola cosa. Appartarsi, *disgustati*, vuol dire avere l'orgoglio del combattente senza avere le virtù del combattente.

L'anarchismo non si abbandona senza abbandonare la propria anima. Come il suicida non è stanco della vita ma di se stesso, così il compagno *disgustato* non è che uno stanco di lottare. Compagni appartati, c'è ancora del fuoco acceso nella nostra casa!

L'ora è buia? A noi l'illuminarla! Contro le frodi e le truffe dei politicanti vale più un esempio luminoso che tutti i nostri giornali. Ad arginare la tendenza all'adattamento che impigrisce ed avvilisce un sempre maggiore numero di Italiani, sola forza è l'esempio dell'audacia.

A noi lo sforzo senza vantaggi di sinecure, senza lusinghe di cariche, senza vanità di allori. A noi l'azione eroica mentre impera la viltà. A noi la fede ardente quando dilaga lo sconforto. A noi la volontà ferrea che non s'illude, ma vede con chiari occhi, mentre la vana speranza impigrisce, in attesa del miracolo, di un miracolo che non sa quale possa essere, la coscienza che vuole ignorare, per pudore meschino, il proprio interesse.

L'ora è buia. Ma è l'ora nostra. A noi la virtù e l'orgoglio di saperla afferrare. Se vinceremo la notte, potremo far nostra l'aurora. Se no, no.

C. BERNERI.

N. d. R. *Questo articolo è già troppo lungo e rinviamo a un altro numero le nostre osservazioni. Diciamo subito però, che noi scartiamo senz'altro quanto può contenere di metafisico e religioso per attenerci unicamente al sodo.*

Eredi al trono

Dunque si vuol sacrificare ad ogni costo un povero principe che non ama affatto la porpora, e ch'è vittima di una legge tirannica che lo destina erede al trono, insaccandolo dentro le gramaglie dell'ermellino?

In una serie di articoli pubblicati da mister W. T. Morsdon nel *North American Newspaper*, e concessi alla traduzione pel *Corriere della Sera*, il discorso sul Principe di Galles si può concentrare su quanto abbiamo sopra detto.

Il principe era felice in groppa ai cavalli e nelle feste mondane, con le sue rendite e le sue tenute, e, quando meno se l'espetta, il dovere lo chiama prossimo al timone dello Stato, ora che il padre, consuntosi per il bene de' suoi sudditi, deve ridursi pieno d'acciacchi a vita tranquilla.

Un principe che ha dato a pensare alla Corte per le sue idee ultrademocratiche, al punto che un capoccia comunista si dichiarò ministrello di fronte a Sua Altezza.

Un principe di fronte al quale il capo dei laburisti, che a Parigi lacrimava per la malattia che affliggeva il suo augusto imperatore, rappresenta un demagogo di secondo mano.

Un principe, infine, dice mister Marsdon, che « riallacciandosi a una tradizione non dimenticata (e valga l'esempio dei quattro Re Giorgio, fra il 1714 e il 1830) potrebbe aderire apertamente a un partito politico, e magari diventarne il principale esponente. In tal caso, il contraccolpo sulla vita inglese sarebbe vivissimo; e gli effetti incalcolabili. »

Rigoletto, che faceva il buffone di corte per mestiere, si sentiva di avere molta più dignità dei leccapiatti in marsina: cortigiani vil razza dannata.

Il biografo del Principe di Galles certamente si sarà dato un gran da fare per mettere insieme i migliori episodi del principe, e non è riuscito che a presentarci uno studentello che va al disotto del livello comune, e un libertino spregiudicato che vive sempre fra le gonnelle di femmine d'ogni genere.

Intellettualmente, il principe non ama perdere il suo tempo: legge libri dilettevoli cominciando dall'ultimo capitolo; non ama musica; non ama l'arte.

Come si apprende dal biografo, l'erede dell'impero inglese ha tutti i requisiti per vivere la vita di regio fannullone, mantenuto da milioni di sudditi, che per morire schiacciati nelle miniare debbono sostenere sei mesi di sciopero ogni anno.

Che differenza del nostro augusto principe! Quello sì ch'è un'arca di scienza. Conosce l'arte militare da mandare a scuola un Cesare, un Napoleone: le sue promozioni, ogni sei mesi, lo attendono; ha smesso ieri di farsela nelle mutande, ed è già colonnello.

I pennivendoli che vanno spesso ad intervistarlo, ne tornano sbalorditi per la grande erudizione del futuro (?) re d'Italia. Considerate. Sa che la *Divina Commedia* l'ha scritta Dante e la *Gerusalemme liberata* il Tasso; sa che il *Mosè* è opera di Michelangelo e la *Deposizione* di Raffaello. Sa, infine, che col manganello risorgerà l'impero romano, e che col Papa si va sicuri in Paradiso.

Un portento, che supera di gran lunga la scienza numismatica del suo augusto genitore.

Ama la musica, e sta come il cane della *réclame* della « Columbia » davanti il grammofono, e balla col ritmo del diaframma.

Gli italiani spendono bene i soldi della lista civile. Salute!

Quando principi e uomini di Stato possono vantare un simile bagaglio di sapienza, i soldi non sono spesi male: difatti se voi vedete varcare la soglia di un caffè ad un povero diavolo che strappa alle corde del suo violino canti da usignuolo, allungate la mano per porgergli un ventino, perchè vi lasci in pace; se invece un Mussolini vi strazia la carne strimpellando col suo strumento, siete obbligati a dire che per maestria supera Paganini e Tartini.

Se un Motta vi cita un verso di Dante, cento di cosidetti giornalisti sono concordi a dire: che l'eminente uomo politico si è messo in tasca Giovanni Boccaccio per scienza dantesca.

Ma torniamo al povero Principe di Galles, il quale in attesa della sciagura che lo minaccia, si ricorderà di quello che spesso gli ripeteva il suo povero nonno, Re Edoardo, quando di studiare il nipote non ne voleva sentire: « Ti capiterà spesso di dover sforzarti a fare cose che non ti piacciono. Se non impari a fare quel che non ti piace, saranno guai quando sarai Re, ragazzo mio. »

Triste presagio, che comincia col dover fare il re.

Un principe che, commosso dalla vita bestiale cui sono astretti i poveri minatori, avrebbe cento volte preferito scendere con loro nelle gole infernali a sobillare i vinti. Invece, deve fare il re, e sfruttare quei poveri cristi, e farli mitragliare all'occasione, rassegnandosi alla sentenza del melanconico nonno.

Disgrazie della vita, buon principe delle leggende di fata! La *réclame* dei gazzettieri sin da oggi vi spiana la piattaforma, perchè voi sappiate che la porpora vi viene, non solo dal diritto, ma dal consenso unanime di tutti i dannati dell'Impero.

I gazzettieri vi preparano la scappatoia che hanno tutti i re costituzionali: del re che regna e non governa; così come quella povera vittima di Gennariello di Savoia, che ha dovuto, senza volerlo, fare onore al manganello.

Voi, domani, per la stessa legge infame, quando i dannati delle miniere domanderanno un pane più sufficiente, ordinerete: Piombo! — quando l'India domanderà: Libertà! voi ordinerete il massacro.

Cosa volete, bisogna rassegnarsi. I re sono pagati dai sudditi per fare ciò; ieri come oggi, perchè il re regna ma non governa.

Povero principe! *L'esule.*

Infamia fascista

Diamo, senza lunghi commenti che ci paiono superflui, due brani di lettere che ci vengono comunicate, e che stanno a dimostrare come il fascismo anche dopo l'ottenuta benedizione papale, non sia meno feroce di prima. Si erano lasciate intravvedere non sappiamo bene quali misure di clemenza, che in realtà non sarebbero state che di parziale riparazione, ma poi non se ne è fatto nulla di nulla. Forse preti e amministratori di banche cattoliche, vennero rilasciati dal confino, ma il fascismo non aveva interesse a sottolineare simile misura, e non se ne è inteso parlare Ecco cosa scrivono fra altro i due confinati:

Confermo che in carcere non ho mai ricevuto quello che tu sai; che la salute è a rotoli; che la corrispondenza è soggetta a tale saccheggio che è assai arduo avere notizie anche di famiglia Come tu saprai non si possono avere soccorsi da amici: il denaro che viene spedito qui, ti è sequestrato dopo che tu hai dato quietanza alla posta, per modo che tu non tocchi un soldo e dallo speditore non si può reclamare, perchè a lui mostrano la quietanza che ti è stata carpita con un trucco. Io ne so qualche cosa. Anche la settimana scorsa, ed indubbiamente dai miei di casa mi sono stati spediti . . . . . Ho rilasciato quietanza analoga ma al momento di riscuotere dalla Direzione sono stato pregato di attendere qualche giorno per identificare la persona del mittente. L'identificazione si farà mediante la lettera che manderà il mio figliolo, e siccome con tutta probabilità la lettera sarà soppressa, i denari finiranno in bocca al lupo. Laggiù crederanno che io incassi e quaggiù se non incassassi la mazzetta farei la fine del conte Ugolino. Bisogna che laggiù sappiano e provvedano; bisogna che quando scrivono non accennino che a relazioni di famiglia, esclusa ogni altra notizia; e occorre che ti mandino qualche indirizzo nuovo, i vecchi sono nelle loro mani e perciò inutilizzabili. Chiunque scriva deve raccomandare con ricevuta di ritorno.

Ed ora, accidenti a tutte 'ste pitoccherie. L'animo è sereno e fresco come a vent'anni, immutati spirito e fede, e l'affetto pei buoni. Abbracci. *El Vecc.*

... di salute bene, ma per il resto invece tutto male. Restrizioni, vessazioni, bastonate e peggio. L'ultima novità è che i parenti non possono inviare aiuti finanziari senza vederseli confiscare.

Se per esempio la famiglia o qualsiasi altra persona invia al confinato lire cinquanta, questi per cinque giorni non prende la « paga », cioè le dieci lire al giorno che passa il governo.

Fra i comandamenti della Chiesa, se non erriamo, sta quello pure di soccorrere i carcerati, ma quella perla di papa non insisterà certamente perchè noi lo si possa fare coi nostri compagni. D'altronde la Chiesa è sopratutto prodiga di soccorsi spirituali, nei materiali non vuol che si largheggi; giusto quel tanto che impedisca di crepare! E la questione angosciosa rimane sempre posta: Finchè durerà ancora tanta infamia? Senza lunghi piagnistei preliminari che ciascuno di noi vi risponda per quanto può.

Perchè luce sia fatta

È noto quanto i comunisti d'ogni paese ambiscano spacciarsi per il solo ed unico partito proletario e rivoluzionario e quanto tengano ad accreditare fra i lavoratori che la Terza è la sola Internazionale del genere suindicato e che quindi la patria d'elezione d'ogni proletario rivoluzionario, come d'ogni comunista, è la Russia dei Sovieti, dal governo (o Stato) degli operai e contadini, ecc., ecc.

Noi sappiamo, per dimostrazione teorica e pratica, che ogni Stato o governo è organo di conservazione ed oppressione, e che quindi tutti i governanti sono trascinati da e per questa funzione ad atti di violenza autoritaria e reazionaria contro gli avversari, i quali sono il più sovente i veri propugnatori del progresso, i veri rivoluzionari.

Alla luce di questa verità, pur deplorandolo, si può in certo modo comprendere come i governanti russi non riescano a sottrarsi a questa brutta evenienza ; quello che però ci sembra meno concepibile e comprensibile è la mancanza di ogni sforzo dei loro amici — lontani dal potere governativo e quindi più portati a spaziare nel più vasto e puro campo ideale — per richiamarli al più elementare dovere di giustizia sociale verso i loro oppositori ed avversari sul terreno politico sociale, inumanamente, bestialmente oppressi e perseguitati.

Il cosidetto Congresso internazionale antifascista, tenutosi recentemente a Berlino, ad iniziativa di Henri Barbusse — lunga mano del governo di Mosca —, come tale avrebbe dovuto affrontare e discutere il problema della difesa delle vittime del fascismo e della reazione internazionali ; ma così non poteva essere e non è stato. Se infatti in esso si è molto inveito contro i governi capitalistici e la socialdemocrazia loro alleata, è bastato che alcuni delegati abbiano dimostrato che queste vittime esistono anche in Russia, perchè il pandemonio comunista si sia scatenato a base di insinuazioni le più abusate e balorde, quali quelle di controrivoluzionarii, traditori, venduti, ecc., ad impedire che luce fosse fatta intorno ai modi come son trattati coloro che dettero tutto se stessi alla causa del proletariato e della Rivoluzione russa stessa, e perfino coloro che sino a ieri furono i loro propri compagni di partito e di potere liberticida ; metodi questi ben atti a diminuire il valore morale di certi uomini e di certi consessi e ad aprire ben ampia la via alla critica ritorsiva della reazione borghese, col più grande scapito della vera causa proletaria e rivoluzionaria.

Ma tant'è ed a noi non resta che proseguire per la buona via, additando e combattendo tutte le ingiustizie e brutture, reclamaudo libertà e giustizia per tutti gli sfruttati ed oppressi contro tutti gli sfruttatori ed oppressori. Ed è certo confortatä da questo concetto informatore che dal primo manifestarsi e prevalere della tendenza dittatoriale nel seno della Rivoluzione russa, la stampa anarchica d'ogni paese insorse a denunciare i pericoli prima ed i fatti gravissimi purtroppo avveratisi poi ; e non è certamente colpa nostra se accanto alle lunghe liste di martoriati della milizia nera fascista fan sovente brutta mostra quelle della milizia rossa sedicente comunista ; e non fu evidentemente colpa, ma al contrario coraggio quello del compagno Alfonso Petrini, il quale, di fronte alla dolorosa sì ma lampante verità dei fatti, dichiarò alla Casa degli Emigranti a Mosca che il governo dello Stato in cui era rifugiato aveva le più strette somiglianze con quello che lo aveva costretto a fuggire.

E fu così, cioè per ciò che fu prelevato dalla Ceka rossa, che al pari di quella nera si affrettò a farlo scomparire. Ma i tiranni rossi non si sono limitati a ciò, chè anzi hanno voluto insozzarne il nome con l'accusa assurda d'essere egli al servizio del governo fascista, di quel governo contro il quale fu in lotta, non parolaia e schedaiuola ma prettamente rivoluzionaria, cosicchè fu duramente condannato e costretto a fuggire.

I dittatori sono scesi ancor più in basso. Infatti, dopo aver rifiutato a qualche suo amico la prova dell'accusa, e da questi quella dell'insussistenza della presunta colpa, dopo aver fatto sparire il Petrini, sono stati essi, i *magnifici maestri* di Mussolini, a ricorrere all'ausilio del suo governo e della sua polizia per far sapere o credere alla famiglia del Petrini ad Ancona ch'egli è deceduto in un sanatorio nei dintorni di Mosca, mentre resta ben cesto che se veramente egli è deceduto, dato il florido stato della sua salute, non lo può essere che attraverso e a causa delle sevizie della polizia bolscevica.

Ma i tiranni rossi si sbaglian di grosso se credono d'aver fatto ricadere sul caso Petrini il coperchio dell'oblio ; chè il disgraziato compagno non fu e non sarà abbandonato. E se restarono sensa eco e risposta le rivelazioni e domande fatte da *Le Libertaire* verso la fine dello scorso anno ; se ugual risultato ebbero quelle più recenti di *Lotta Umana* e se egual sorte sarà riserbato alla nostra insistenza, ebbene, sappiano i dittatori ed i loro fiancheggiatori che noi, attraverso il Comitato anarchico pro vittime politiche stiamo escogitando i mezzi più efficaci per rompere la congiura del silenzio e la rete della solidarietà poliziesco dittatoriale e trarre a galla la verità, tutta la verità. E se questa non sarà forse bastevole a fare arrossire di vergogna le faccie bronzee dei tiranni, corazzate dal corrotto e corruttore esercizio del potere statale, giova tuttavia sperare ch'essa servirà a lacerare e far cadere un ulteriore lembo della benda dagli occhi di coloro che, presi al miraggio di fulgide apparenze, si ostinano ancora a marciare a rimorchio di chi sempre più scende e trascina nel fango il più alto ideale di liberazione e redenzione umana.

Parigi, 9 aprile 1929. *Numitore.*

Echi di Primo Maggio

Marianna, che ci tiene a rimanere col berretto frigio pendente dal lato destro, simbolo di repubblicana democrazia, non manca di fare concorrenza al Duce. Mentre in Italia avveniva l'incrocio dei due eminenti porci, Marianna votava la legge a favore delle congregazioni religiose e delle missioni della Santa Inquisizione.

Il Duce abolì la festa del Primo Maggio perchè era stanco di mangiare nel piatto proletario e invidiava quello della reggia. Tradì e si accomodò.

Marianna, sempre in berretto fregio, pensa anche lei di cambiare data, e l'anno venturo — salvo incidenti — la data del Primo Maggio sarà sostituita con quella del Due Dicembre, e, se la divina provvidenza li lascerà in vita, commemoreranno il colpo di Stato, Poincaré e Daudet.

Per quest'anno, la repubblica democratica si è limitata ad emanare il seguente ordine, che *Le Quotidien* ha pubblicato senza commenti :

« Similmente agli anni precedenti, nessun corteo sarà tollerato sulle vie pubbliche ; tutte le manifestazioni, tutti gli atti di sabottaggio, tutti gli attentati alla libertà del lavoro, tutte le violenze saranno repressi colla più grande energia. I delinquenti [*cioè, gli operai che avessero intenzione di festeggiare il Primo Maggio*] saranno deferiti immediatamente alla Procura pubblica. Gli stranieri che prenderanno parte ad una manifestazione saranno arrestati ed espulsi immediatamente. Le forze abituali di polizia saranno rinforzate : 1° dalla Guardia repubblicana di Parigi ; 2° dagli effettivi della Guardia repubblicana mobile venuta dalle provincie.

« Le truppe comprenderanno la guarnigione di Parigi, e, d'altra parte, le forze effettive del governo militare saranno consegnate tutta la giornata, e si terranno tutte a disposizione del prefetto di polizia. »

Evviva Marianna !

E' proprio degna di essere additata ad esempio dai nostri padri tutelari della libertà italiana, perchè dopo la peste fascista venga la santa repubblica, chè in Francia, anche se si massacra nelle vie e si tortura negli ospedali, i deputati possono parlare e votare ordini del giorno a conforto delle vittime.

Bene Marianna !

La quale Marianna tiene alle apparenze, come tiene al berretto fiammante. Poteva chiamare le disposizioni pel Primo maggio : stato d'assedio di ventiquattro ore, ed invece non l'ha fatto ; ha emesso semplicemente un ordine per i delinquenti. Tempi di diluvio.

L'ordine ha giovato : nell'interno della Francia, la data spaventosa è passata in uu silenzio di tomba, salvo negli ergastoli del lavoro, dove il proletariato, pel quale penzolarono dalle forche quattro martiri — per incominciare — è stato presente. *La Tignola.*

SACCO e VANZETTI.

Sotto la sedia elettrica infranta stanno Fuller, Thayer ed il boia, mentre la folla acclama a Sacco e Vanzetti nella risurrezione ideale.

Litografia in quattro colori, formato 65 per 50 centimetri. Prezzo : *1 franco.*

Per il Belgio e la Francia, *3 franchi* delle rispettive monete.

L'ora che volge

È quella che per una volta ancora sul quadrante della vita sociale segna il generale trionfo della reazione a fondo, della più feroce tirannia della classe che tutto possiede, esigua per numero, ma forte per i mezzi di cui dispone, sulla classe lavoratrice spogliata di tutto, dimodocchè manca sovente del necesario per soddisfare financo i più elementari bisogni.

La guerra mondiale che, secondo i suoi mistificatori e quelli che la quattrenne colossale carneficina scatenarono spingendovi l'innumere gregge umano a scannarsi a vicenda, doveva dare ai popoli il trionfo del diritto, il paradiso della pace, del benessere e della libertà, non fece altro che approfondire l'abisso che divide le classi sociali, arricchendo fuor misura l'una e spogliando completamente l'altra. Il problema della pace mondiale rimase poi più insoluto che mai.

Come del resto tutte le guerre, quali e quante calamità materiali e morali ci lasciò in retaggio quella che pretesero essere l'ultima !

Approfittando della profonda crisi politica e sopratutto economica che ne derivò, la classe lavoratrice, ove fosse veramente stata cosciente di sè stessa, della sua forza e del suo sacro diritto alla libertà, avrebbe potuto facilmente risolvere il problema del benessere e della libertà per tutti. Ma così disgraziatamente non fu.

Parve sul principio che il gigante proletario levasse minaccioso il capo in faccia ai suoi affamatori ed ai suoi dominatori, ben deciso in nome del sacrosanto diritto alla vita a riprendersi quanto gli era stato tolto, minacciando anche di rovesciare gli ordinamenti e le istituzioni borghesi. Ma quello non fu che un effimero fuoco di paglia, poichè ben presto i pastori officianti della mistificazione socialdemocratica e bolscevica riuscirono a sviare il proletariato dal retto cammino verso la sua emancipazione, spingendolo in quel circolo vizioso della conquista del potere politico, ciò che permise alla borghesia di iniziare la sua corsa pazza verso la più feroce e bestiale reazione.

Ed oggi come si presenta l'immenso teatro della vita sociale ? Nel modo il più incredibile ed illogico che immaginar si possa.

Da una parte la classe che tutto possiede, che già tutto possedeva, ha potuto mantenere, anzi accrescere il suo privilegio e la sua ricchezza, ricorrendo, proprio essa che li aveva prima condannati, all'arbitrio ed alla più brutale violenza, eretti poi a sistema ; dall'altra le masse operaie, ubbriacate incessantemente dalla demagogia dei loro capi, dai quali si lasciano supinamente contenere sul terreno della più castigata legalità.

La lezione del nemico che non abbia insegnato proprio alcun che di buono alla classe lavoratrice, in questo ultimo decennio ?

Anche nella Svizzera, che era per il passato considerata quale un'oasi di libertà democratiche, gli avvenimenti di questi ultimi tempi dovrebbero mostrare chiaramente persino ai meno avveduti, le intenzioni della borghesia di difendere ad ogni costo il suo privilegio e le sue ricchezze, non disdegnando dal ricorrere alla repressione armata e cruenta.

La classe lavoratrice svizzera, ripetendo il fatale errore di quella italiana e di altre, vorrà testardamente ostinarsi a rimanere nell'ovile della più stupida legalità, adagiata sullo strame dell'abbiezione, mentre il nemico si appresta a immergere nelle sue carni i suoi adunchi artigli ? Oppure dimenticando le quisquilie che la tengono divisa, levarsi dignitosa in faccia allo stesso in uno slancio di sublime solidarietà, facendogli intendere colla parola e coll'azione la sua decisa volontà di non volersi più oltre lasciar sopraffare e il suo diritto alla libertà e al benessere comune ?

Oramai gli avvenimenti che si sono susseguiti giorno per giorno sullo schermo della vita sociale, dovrebbero aver persuasi tutti che le vittorie elettorali, che assorbirono la maggior parte delle energie proletarie del dopo guerra, a nulla valsero, e che in un'epoca in cui, come in quella attuale, l'illegalità e la violenza sono eretti a sistema dalla stessa borghesia, l'unica via di salvezza rimane nell'azione diretta dei lavoratori.

Per resistere efficacemente, il proletariato deve combattere a parità d'armi, sopratutto ora che si tenta di ricacciarlo nella peggiore schiavitù. E per vincere sarà indispensabile che l'amore della libertà non si affievolisca neppure un istante in noi e che si risvegli più forte anche negli altri partiti proletari. Solo colla lotta e col sacrificio otterremo quanto chiediamo in nome del sacro diritto alla vita. *C. Vanza.*

Séverine

Nacque a Parigi nel 1855, il suo nome vero era: Caroline Rémy. È spirata nella notte del 23 aprile u. s., lasciando un gran vuoto nel campo rivoluzionario e delle lettere.

È a Parigi che ha esercitata la sua maggiore influenza, ma da Parigi la fama che si era fatta si spandeva in tutto il mondo aspirante a vita più giusta e più umana. Essa era il porta-voce di tutti i diseredati, dei quali sentiva le angoscie di una esistenza di sacrifici, di stenti e d'ingiustizia.

Aveva imparato ad amare i poveri quando imparò ad amare e ad ammirare i comunardi, dei quali le avevano detto tanto male e che, avvicinandoli, trovò tanto diversi dalla fama che la gente per bene loro gratificava. Da allora, dal 1871, Séverine fu nostra, cioè fu della causa della giustizia e della libertà.

Scrittrice insigne concorse, nei giornali e nelle riviste, a portare la luce del vero, finchè Giulio Vallès la assunse come sua principale collaboratrice nel suo giornale *Le cri du peuple*.

Morto Vallès nel 1885, ne continuò l'opera benefica e poscia, quando *Le cri du peuple*, nel 1888, dovette cessare le sue pubblicazioni, scrisse in molteplici giornali, ove la sua collaborazione era giustamente apprezzata e disputata.

Con la parola e con lo scritto, essa era sempre pronta a sostenere le cause del popolo, e concorreva nei comizii, nelle riunioni proletarie a dare anima, vigore e grazia alle sue manifestazioni, tanto che già invecchiata e malaticcia fu essa che presenziò il grande comizio Sacco e Vanzetti.

E quella fu la sua ultima apparizione e forse la tremenda risposta dell'autorità americana diede l'ultimo colpo alla sua malferma salute. Dico ciò perchè è nota a tutti la sua grande e squisita sensibilità, pari soltanto al suo ingegno.

Si racconta che Victor Hugo, vedendola giovinetta mentre gridava piena d'entusiasmo: *Vive la République!* esclamò: « Bisogna che baci la Repubblica! » e avvicinatosi alla giovinetta l'abbracciò e baciò.

Ma quella era la repubblica vera, come la sognava Victor Hugo, quella d'adesso è la repubblica di Poincaré e di Chiappe.

Si capisce che con quell'anima amasse le vittime della società ed accorresse ovunque fosse la sventura, come fra le vittime di uno scoppio di grisù a Saint-Etienne, fra gli scioperanti o nelle anticamere presidenziali a perorare per strappare un condannato alla ghigliottina.

E se la sua voce era tutta di pietà pei miseri, era pur di rampogna pei responsabili delle ingiustizie sociali, fra i quali bollò del suo orrore il ributtante e ridicolo dittatore che ora martirizza l'Italia.

Chi potè recarsi la settimana scorsa ai suoi funerali a Preston, ebbe una prova del compianto generale per la sua scomparsa e dell'affetto sincero che la circondava.

Quale differenza da questi funerali spontanei a quelli comandati per l'eroe ufficiale della grande carneficina!

Alle montagne di fiori rossi che coprivano il suo feretro, aggiungiamo il nostro fiore del ricordo imperituro.

LUX.

Il clericale Donati e la L.I.D.U.

Le polemiche sorte tra il *Pungolo* e Camillo Berneri a proposito del libro di quest'ultimo sullo spionaggio fascista all'estero, hanno avuto un'eco nell'ultima assemblea della Sezione parigina della Lega Italiana dei Diritti dell'Uomo, di cui il dott. Giuseppe Donati è socio.

In detta assemblea, uno dei soci presenti — Pietro Montasini, vice-segretario della Concentrazione Antifascista — propose l'espulsione del dott. Donati dalla Lega per due motivi: per avere egli in articoli approvato e esaltato il Trattato del Laterano, mettendosi così in contrasto col programma laico ed anticlericale della Lega; infine, per avere il dott. Donati pubblicato sempre sul *Pungolo* un articolo in difesa del prof. Carlo Bazzi.

Siccome nel nuovo numero del *Pungolo* il Donati riferisce a modo suo l'andamento dell'assemblea in cui egli fu vivacemente attaccato, abbiamo creduto opportuno chiedere un resoconto obbiettivo ad un amico che partecipò alla riunione.

Tale riunione non fu affatto favorevole al Donati. Prova ne sia il fatto che mentre parlarono a favore della tesi di Montasini uomini di ogni corrente, dall'on. Baldini all'avv. Cianca, il Donati non fu difeso che da Picelli (il quale, evidentemente, si sentiva un po' coinvolto nella medesima condanna chiesta contro il Donati) e dal Bacigalupi. Lo stesso Treves che, per un eccesso di formalismo, si oppose all'approvazione dell'ordine del giorno anticlericale, dichiarò esplicitamente che non aveva nulla da dire sulle sanzioni domandate da Montasini contro Donati.

Da rilevare infine che per difendere Donati, il Picelli, ex redattore del *Dovere* di Bazzi e Savorelli, e il Bacigalupi, ex socialista, non trovarono che il solito argomento: « Ma chi è Berneri? Chi ci garantisce sul suo conto? » Queste insinuazioni di stile bazziano trovarono — bisogna riconoscerlo — una pronta reazione in tutta l'assemblea, che insorse in difesa del nostro amico, il quale, per quanto estraneo alla Lega, gode l'amicizia e la stima degli antifascisti di ogni partito.

LUTTI NOSTRI.

Il 28 del mese scorso, dopo una lunga malattia, cessava di vivere Rizzi Gardone, figlio del compagno Guido, a soli 23 anni di età, mentre la vita avrebbe dovuto sorridergli al sentirsi anche di aiuto e conforto ai genitori. Era un caro giovane, di buona tempra, che prometteva bene, amato da quanti lo conobbero. Alla famiglia così crudelmente colpita, esprimiamo le nostre vive condoglianze.

Gruppo di San Gallo.

Comunicati

LUGANO. — Il Primo Maggio è stata estratta la lotteria, organizzata dagli Escursionisti Rossi a favore dei giornali *Libera Stampa*, *Avvenire del lavoratore* e *Risveglio* e della cassa sociale per le gite alpestri.

I numeri vincenti sono: 196, 322, 82, 284, 357, 472, 381, 213, 194, 286, 138.

I premi possono essere ritirati presso Pellegrini Pietro, Libera Stampa, Lugano.

* * *

MARSIGLIA. — Ecco i numeri vincenti della Lotteria pro vittime politiche anarchiche:

1837, 2442, 3542, 2049, 4956, 1925, 759, 4903, 4794, 584, 4309, 2046, 3599, 3672, 2436, 1773, 2451.

I compagni che sono ancora in possesso dell'importo dei biglietti venduti, sono vivamente pregati di volerlo rimettere nel più breve tempo possibile a *Louis Martin, Impasse Guigou, 8, Chutes Lavie, Marseille.*

Allo stesso indirizzo vanno richiesti i premii dai vincitori.

* * *

SAN GALLO. — In queste ore torbide di reazione e terrore, ci sembrerebbe che restare spettatori passivi di fronte a tanto scempio fatto ad ogni più elementare libertà, sia poco lodevole, sopratutto per chi non ha mai fatto mistero delle proprie idee d'emancipazione. Oggi sappiamo benissimo che vi sono spie ed intriganti dappertutto, ma non è scusa all'appartarsi dalla lotta, chè se li lasciamo liberamente fare ne vedremo di peggio. Vi è molto lavoro da compiere, che richiede l'attività continua di tutti i compagni e simpatizzanti.

Le nostre riunioni hanno luogo ogni quindici giorni. Tutti i buoni se ne informino e non manchino.

IL GRUPPO.

* * *

ZURIGO. — I nostri amici e compagni vorranno scusarci del ritardo a rendere pubblico il ricavato della festa organizzata dalla Filodrammatica Libero Pensiero, il 16 scorso marzo, nel Casino Aussersihl, a favore delle vittime politiche. Il ritardo non dipese dalla nostra volontà.

Le entrate totali furono di fr. 900.65, le uscite di fr. 883.20, con un utile netto di fr. 17.45, inviati ad un perseguitato politico degente all'ospedale. Vivissimo ringraziamento ai compagni presenti e a tutti i dilettanti che pur vedendo il deserto davanti a loro recitarono con brio e passione.

= La festa tenutasi il 27 scorso aprile, a cura del Gruppo Mazziniano Libero Pensiero, al Teatro della Casa del Popolo, ha prodotto un'entrata complessiva di fr. 958.70, da cui dedotte le spese in fr. 700, restò un avanzo netto di fr. 258.70, versato al *Risveglio* pro vittime politiche.

Vivi ringraziamenti al Gruppo organizzatore della serata e a quanti contribuirono con esso al suo buon esito.

AI COMPAGNI.

I compagni constateranno certamente che sovente non trattia o questioni d'attualità importantissime, quali: *le espulsioni all'estero, lo sciopero di Losanna, l'attentato D'Ascanio, l'interdizione a Treves di venire in Isvizzera, le giornate tragiche di Berlino*, ecc. Tempo, mezzi e spazio ci mancano per fare il giornale come lo vorremmo, non potendo neppure lasciar da parte un articolo già composto per far posto ad un altro, a meno d'un ritardo nella pubblicazione, che scombussolerebbe un piano di lavoro rigorosamente predisposto. Tanto a scusa e sopratutto a scanso di malevoli commenti errati.

Pro vittime politiche

Ricordiamo sempre le vittime politiche e preparando l'ora di demolire tutte le carceri, diamo il nostro obolo ai reclusi e alle loro famiglie.

In cassa	Fr.	12 75
Berna: fra compratori *Risveglio* e *Lotta Umana* 3, F. Bianchi 2, G. Rusconi 2.50		7 50
Pittsburgh, Pa.: Comitato pro vittime politiche a mezzo Luigi De Cecco		128 —
Zurigo: Gruppo Mazziniano Libero Pensiero (festa 27 aprile)		258 70
Totale	Fr.	406 95
Comité Défense Anarchiste, Bruxelles		14 20
Rimanenza in cassa	Fr.	392 75

Comitato Nazionale Anarchico pro vittime politiche d'Italia. — Indirizzo: Jean Bucco, rue Château-des-Rentiers, 116, Paris 13.

Comitato pro figli dei Carcerati politici d'Italia. — Inviare fondi e tutto ciò che riguarda il Comitato a Carlo Frigerio, case poste Stand 128, Ginevra (Svizzera).

Comitato d'Emigrazione dell'Unione Sindacale Italiana in Francia. — Indirizzo: Juhel (U. S. I.), Impasse Marcès, 2 bis, Paris 11

Comitato Internazionale di Difesa Anarchico. — Indirizzo: Ferandel, rue des Prairies, 72, Paris 20.

*

I compagni a conoscenza di famiglie di carcerati più specialmente bisognose di soccorsi, ci scrivano con le indicazioni necessarie per farli pervenire.

Non dimenticare che la bestialità mussoliniana è giunta al punto di punire come delitto il soccorrere i carcerati.

BILAN — BILANCIO

Recettes — Entrate

Incasso (vedi numero precedente)	184 70

VENTE — VENDITA

Vente conférences 50.20, Affoltern, Corti 3.40, Anvers 3.50, Argenteuil, De Col (160) 32.30, Arzo, B. 2, Belfort, Gentili 20.20, Bellinzona 40, Berne, B. 10.50, R. 6, Bienne, Stoll 71, Charleroi, Valentino 14.20, Coglio 5, Genève 155.16, Lyon, Matteo 40.40, Nyon, 4.75, Romanshorn 5.30, Rorschach 14, Saint-Claude 7, St. Gallen, Sesso 30.30, Schinznach 10, Uster, Ap. 49.50, Wien 9, Zurich, Marks 108. Total 711 70

ABONNEMENTS — ABBONAMENTI

Arzo, Buzzi 10, Bern, Brignoni 10, Bienne, Canonica 5, M. M. 5, Fribourg, Cudry 5, Genève, Tosini 5, Faes 5, Hugenin 5, Altyzer 5, Bovey G. 5, Masson 2.50, Frey 10, Stockburger 5, Littmann 5, Heilbronn, J. Vogel 4, La Courneuve, Mioli 4, Lugano, Bobone 6, Piotta, Manfrini 6, Zurich, Bonfiglioli 10, Cavallini 7. Total 119 50

SOUSCRIPTIONS — SOTTOSCRIZIONI

Bellinzona, la famiglia del compianto Gagliardi in memoria pel 2° anniversario della morte 50, Sezione Colonia Proletaria 5, Bern, Roncaglioni 1, Bianchi F. 3, M^me^ Sala 3, Bonetti 5, Rusconi 2.50, Bianchi P. 1, Buenos Aires, Fontana 13.10, Chicago, Di Ciccio 5.15, Genève, Groupe du Réveil 3.20, P. B. 5, dopo bicchierata 1° maggio 3, Soirée du Réveil 78.90, Cloux 3, N. G. 4, Syndicat autonome M. et M. 20, Vincenzo 5, Giamboni 4, Ravasio 5, Tagini 5, Bérard 5, S. B. 10, Al. M. 20, M^me^ B. 1, promenade Ascension 12.10, Saint Claude, fra compagni 10, San Paulo, Teferino Olida 30, Tchécoslovaquie, Kaplan 7.65, Uster, dopo allegria 8.40, vincitore tombola 7, Zurich, Sartori 5, G. A. 2, Degiorgi 1. Total 346 —

Total des recettes au 14 mai	1361 90

Dépenses — Uscite

Déficit du numéro précédent	356 80
Numéro du Premier Mai	925 —
Journal n° 770	455 —
Frais de poste	255 30
Brochures	13 20
Total des dépenses	2005 30
Déficit	643 40

◆

Il disavanzo del nostro giornale è ancora di 643 franchi. I compagni se ne ricordino in occasione di feste, conferenze e riunioni. Tutti coloro che sono in ritardo nei pagamenti si affrettino a mettersi in regola.

Souscription Supplément Régional

Somme précédente	Fr.	321 —
Bienne: entre camarades		9 —
Genève: J. K. 2; Lausanne: Perret 2		4 —
Total	Fr.	334 —
N^os^ 761-765: 303; n^os^ 767 768: 129		432 —
Déficit	Fr.	78 —

Indirizzo: Il Risveglio, rue des Savoises, 6, Ginevra (Svizzera).

Imprimerie, rue des Bains, 23.